

Accessibilité aux personnes à mobilité réduite dans le complexe scolaire Albert Glatigny

Lillebonne-Seine-Maritime-76



FOLLAIN, Arthur
Stage de découverte
DA3 – 2012

Tuteur : GUITEL, Sabine

Accessibilité aux personnes à mobilité réduite dans le complexe scolaire Albert Glatigny

Lillebonne-Seine-Maritime-76

FOLLAIN, Arthur
Stage de découverte
DA3 – 2012

Tuteur : GUITEL, Sabine

Avertissement

- Le PIND est un premier test qui permet à l'élève ingénieur de s'évaluer (et d'être évalué par les enseignants), de prendre conscience des connaissances acquises mais également de la marge de progression et des éléments qui lui restent à acquérir.
- Le PIND est un espace de liberté (le seul dans la formation) qui mesure la motivation de l'élève ingénieur pour l'aménagement.
- Le PIND est un exercice qui doit permettre de problématiser un sujet en s'appuyant sur des recherches bibliographiques, d'élaborer un diagnostic orienté et d'émettre des propositions.

Remerciements

Lors de la rédaction de ce projet individuel, de nombreux acteurs m'ont aidé. Je tiens donc à remercier :

- Madame Sabine Guitel, professeure associée pour m'avoir suivi et conseillé tout au long de ce projet
- Madame Isabelle Ménard, adjointe au maire chargée de l'enfance, de la jeunesse et de l'enseignement pour m'avoir autorisé à mener cette étude
- Madame Sandrine Mius, directrice du pôle éducation, sports, culture, relations avec le public et les associations pour m'avoir fourni les documents nécessaires à mon étude
- Madame Sylvie Bourdet, directrice de l'école primaire Glatigny pour m'avoir permis d'accéder à son école
- Madame Paola Muschio Mizac, directrice de l'école maternelle Glatigny pour m'avoir permis d'accéder à son école
- Les étudiants de l'école d'ergothérapie de Berck pour avoir eu la gentillesse de répondre à un questionnaire
- Les parents d'élèves qui ont accepté de me communiquer leur impression sur l'accessibilité de leur complexe scolaire

Sommaire

Introduction	6
1. Contexte de l'étude.....	8
1.1. Présentation de la commune de Lillebonne et du complexe scolaire Albert Glatigny.....	8
1.2. Esprit de la loi sur l'accessibilité du 11 février 2005	14
1.3. Cas du complexe scolaire Albert Glatigny	20
2. Etude de cas : diagnostic du complexe scolaire Albert Glatigny	22
2.1. Accès au complexe scolaire	22
2.2. Le parking	24
2.3. L'école maternelle.....	31
2.4. L'école primaire	41
3. Etude de cas : préconisations concernant le complexe scolaire Albert Glatigny	52
3.1. Accès au complexe scolaire	53
3.2. Le parking	55
3.3. L'école maternelle.....	57
3.4. L'école primaire	64
Conclusion.....	74

Introduction

La loi du 11 février 2005 impose de rendre accessible aux Personnes à Mobilité Réduite l'ensemble de la chaîne de déplacement (bâtiment, voirie, espace public, transport) d'ici au 1^{er} janvier 2015. La définition du terme de Personne à Mobilité Réduite sera traitée dans la première partie car c'est un point essentiel de la norme.

La loi 2005-102 du 11 février 2005 souhaite permettre une meilleure intégration des personnes souffrant de handicaps, suite à la dénonciation par de nombreuses associations de l'inaccessibilité de certains services essentiels de la République (école, mairie...) et de la prise de conscience du vieillissement de la population.

J'ai choisi de traiter ce sujet pour deux raisons :

- la prise de conscience de l'inaccessibilité de certains lieux lors de mes expériences professionnelles en tant qu'aide soignant dans un centre pour personnes polyhandicapées
- la nécessité de rendre l'espace public accessible à tous pour éviter l'isolement des plus fragiles

Nous allons nous intéresser ici au cas d'un groupe scolaire situé sur la commune de Lillebonne en centre ville : le complexe scolaire Albert Glatigny. Composé d'une école maternelle et d'une école primaire, il s'agit du plus important complexe scolaire de la ville. Du parking, en passant par les entrées et les locaux, nous allons ici nous attacher à apprécier l'ensemble des conditions d'accessibilité du groupe scolaire.

Lillebonne est l'une des villes les plus importantes entre le Havre (35 km) et Rouen (60 km) avec 9495 habitants au recensement de 2007 (donnée INSEE).

Proche de la Seine, elle se trouve au cœur de la Haute-Normandie dans le département de Seine-Maritime. C'est une ville très industrialisée notamment avec la pétrochimie qui se trouve sur la zone Lillebonne-Port-Jérôme-Notre-Dame-de-Gravenchon.



Figure 1 : Position de Lillebonne entre le Havre et Rouen (Source : <http://www.vacances-location.net/locations-vacances/location-gite-lillebonne,106819>)

Ce projet a donc pour but de répondre à la problématique suivante : Quelles sont les normes et les conditions d'accessibilité dictées par la loi et où en est le complexe scolaire Albert Glatigny vis-à-vis de ces règlements ?

Trois parties seront proposées :

- Dans un premier temps, nous verrons quel est le contexte de l'étude en présentant la commune et l'esprit des normes concernant l'accessibilité.
- Dans un second temps, un diagnostic sera réalisé concernant le parking, l'école maternelle et l'école primaire.
- Dans un troisième temps, un ensemble de propositions sera proposé pour améliorer l'accessibilité.

1. Contexte de l'étude

1.1. Présentation de la commune de Lillebonne et du complexe scolaire Albert Glatigny

Historique de Lillebonne

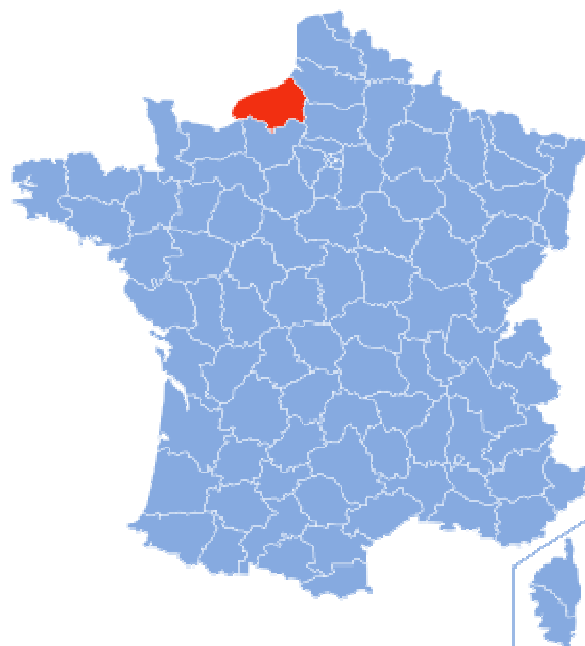


Figure 2 : Position de la Seine-Maritime (Source : <http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/9/9f/Seine-Maritime-Position.svg/300px-Seine-Maritime-Position.svg.png>)

Lillebonne est une commune du département de Seine-Maritime (76) en région Haute-Normandie. Elle est notamment connue pour son patrimoine historique et son industrie pétrochimique. Elle fait partie de la communauté de commune Caux Vallée de Seine regroupant 47 communes pour 68.374 habitants. Elle est également chef-lieu du canton de Lillebonne.

Durant l'antiquité, Juliobona ou à présent Lillebonne, fut la capitale du peuple gaulois, les Calètes, qui est à l'origine du Pays-de-Caux.

Durant la période Gallo-Romaine, la présence d'un port sur la Seine lui confère une certaine prospérité. Le théâtre du III^{ème} siècle après Jésus Christ est aujourd'hui dans un état de conservation

remarquable, notamment grâce à des travaux de rénovation. Ce monument est visitable.

Le Moyen-âge est également une période importante. Au XIème siècle, le château de Lillebonne aurait servi à rassembler les nobles de Normandie autour de Guillaume le Conquérant afin de décider de l'invasion de l'Angleterre en 1066.



Figure 3 : Photographie de la tour du château de Lillebonne (Source : <http://www.cartesfrance.fr>)

Aujourd'hui, Lillebonne est une commune qui mise à la fois sur son patrimoine, avec notamment une Route du Patrimoine autour des monuments importants (2005), mais également sur son industrie.

Quelques données démographiques

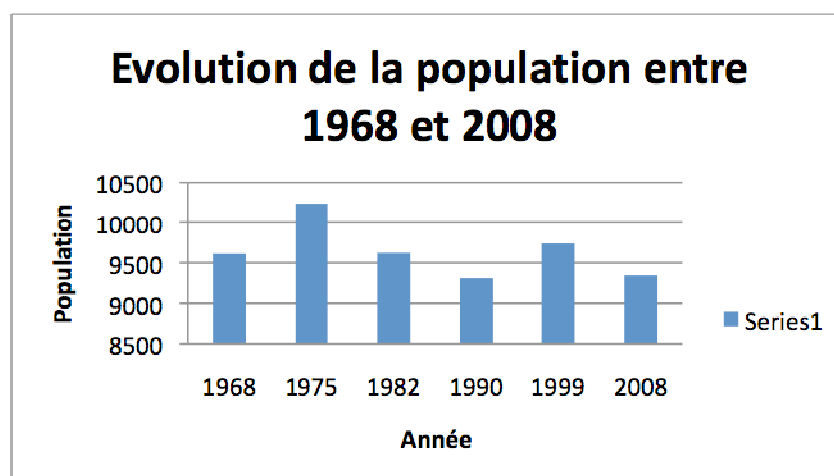


Figure 4 : Evolution démographique de Lillebonne (Source : INSEE)

Après un pic à 10.241 habitants en 1975, la population de Lillebonne stagne aujourd'hui autour de 9.300/9.400 habitants (9378 selon l'INSEE en 2010).

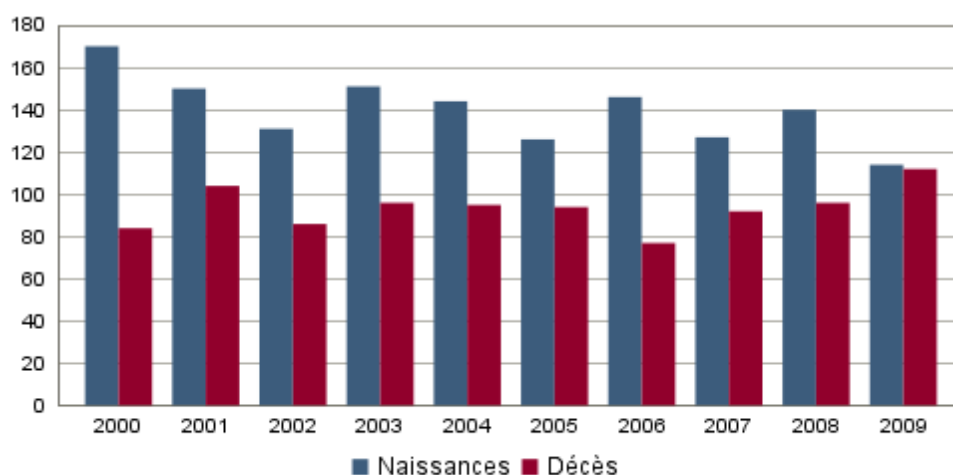


Figure 5 : Naissance et décès sur la commune de Lillebonne (Source : INSEE)

Depuis les années 2000 le nombre de naissances est en stagnation voire en diminution tandis le nombre de décès augmente. Tendence inquiétante pour le nombre de classes sur l'ensemble de la commune puisqu'en 2009, il y a presque autant de naissances que de décès.

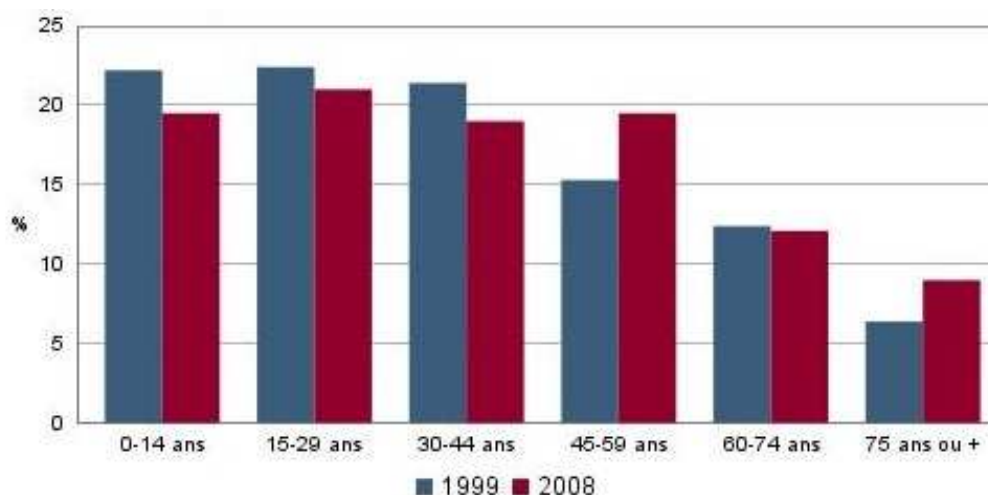


Figure 6 : Evolution par tranche d'âge (Source : INSEE)

La classe des 0-14 ans est en diminution entre 1999 et 2008. Ce phénomène provoque notamment des fermetures de classes au sein de la commune. Le choix du complexe scolaire A.Glatigny est déterminant : complexe de centre ville, il souffre moins des fermetures de classes.

Présentation du terrain d'étude : le complexe scolaire Albert Glatigny

Le complexe scolaire Albert Glatigny, du nom du poète Albert Glatigny né à Lillebonne au XIX^{ème} siècle se trouve en centre ville. Il est composé d'une école maternelle, d'une école primaire ainsi que d'un réfectoire. Ce complexe a été construit après la seconde guerre mondiale et est le sujet de travaux réguliers (vitrages, accessibilité ...).

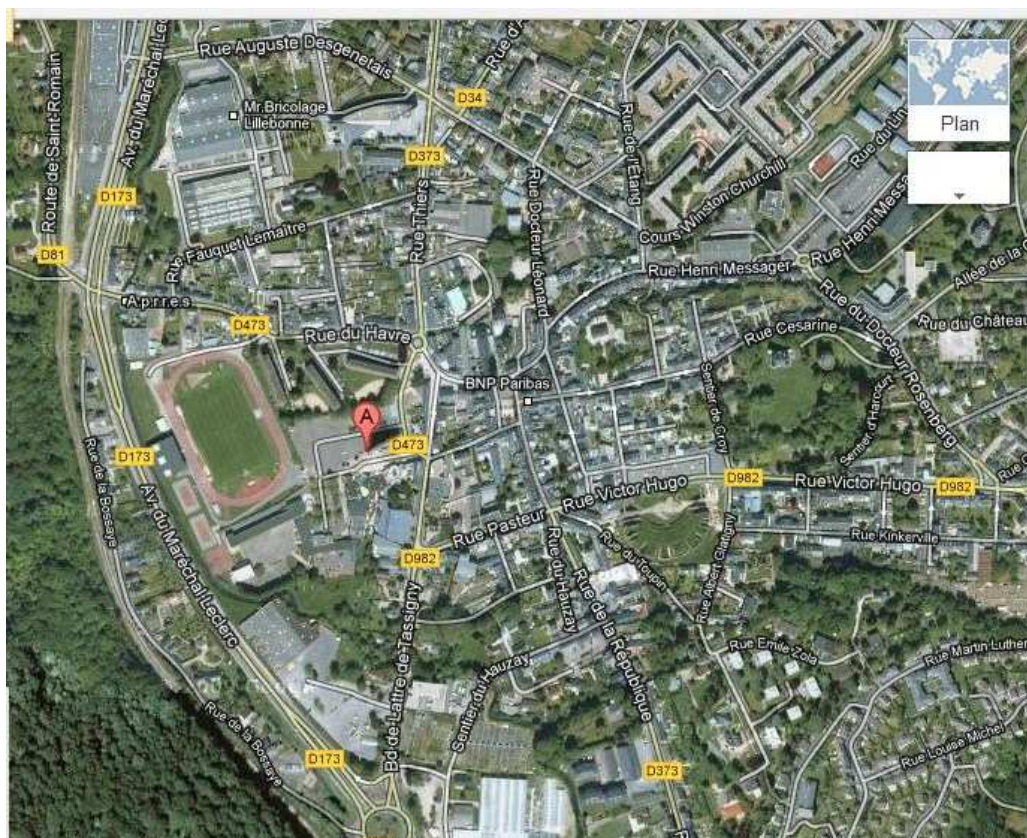


Figure 7 : Position du groupe scolaire dans la commune (Source : google map)

L'école maternelle accueille à l'heure actuelle 119 enfants répartis dans 5 classes. L'école primaire quant à elle accueille 123 enfants dans 6 classes.

Il s'agit pour la plupart d'enfants venant en voiture (déposés par une nourrice ou leurs parents avant d'aller travailler) mais venant tous du centre ville ou des quartiers proches. Un bus dépose une dizaine d'enfants venant d'un quartier plus lointain. L'origine sociale des enfants est très diversifiée (cadres, employés, ouvriers, commerçants ...).

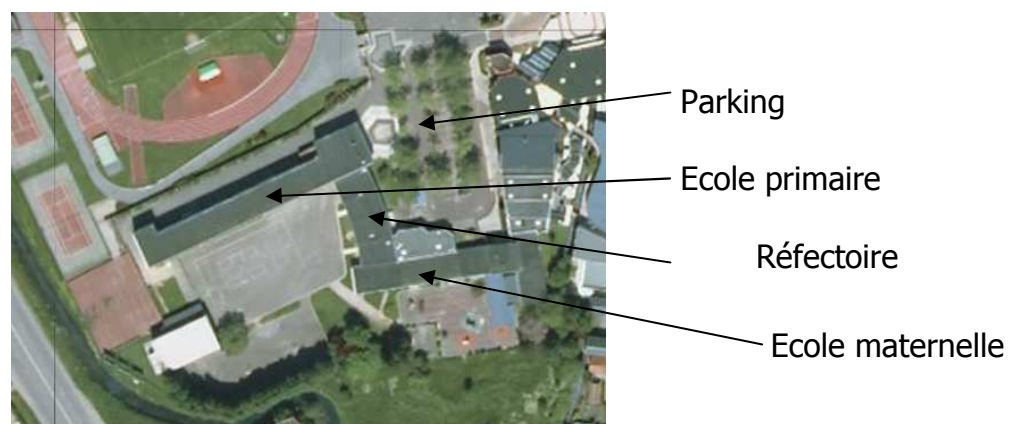


Figure 8 : Organisation du complexe scolaire (Source : google map, Modifié : A.Follain)

Le plan du complexe est fourni en annexe 1. Il s'agit ici d'un plan de sécurité incendie fourni par la mairie. Dans cette étude, nous étudierons les conditions d'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite sur le parking et dans les locaux de l'école maternelle et primaire.

Le zonage du PLU (ci-dessous) nous permet de déterminer que nous sommes ici en zone UC. Les pages correspondants à cette zone sont fournies en annexe 2 à 8 (page 9 à 15 du PLU). Le PLU de la commune a été approuvé le 16 février 2006. Dans ce document il est précisé que le nombre de places de parking des bâtiments publics est à déterminer en fonction des besoins. Cette donnée est la seule qui concerne le traitement de ce sujet.

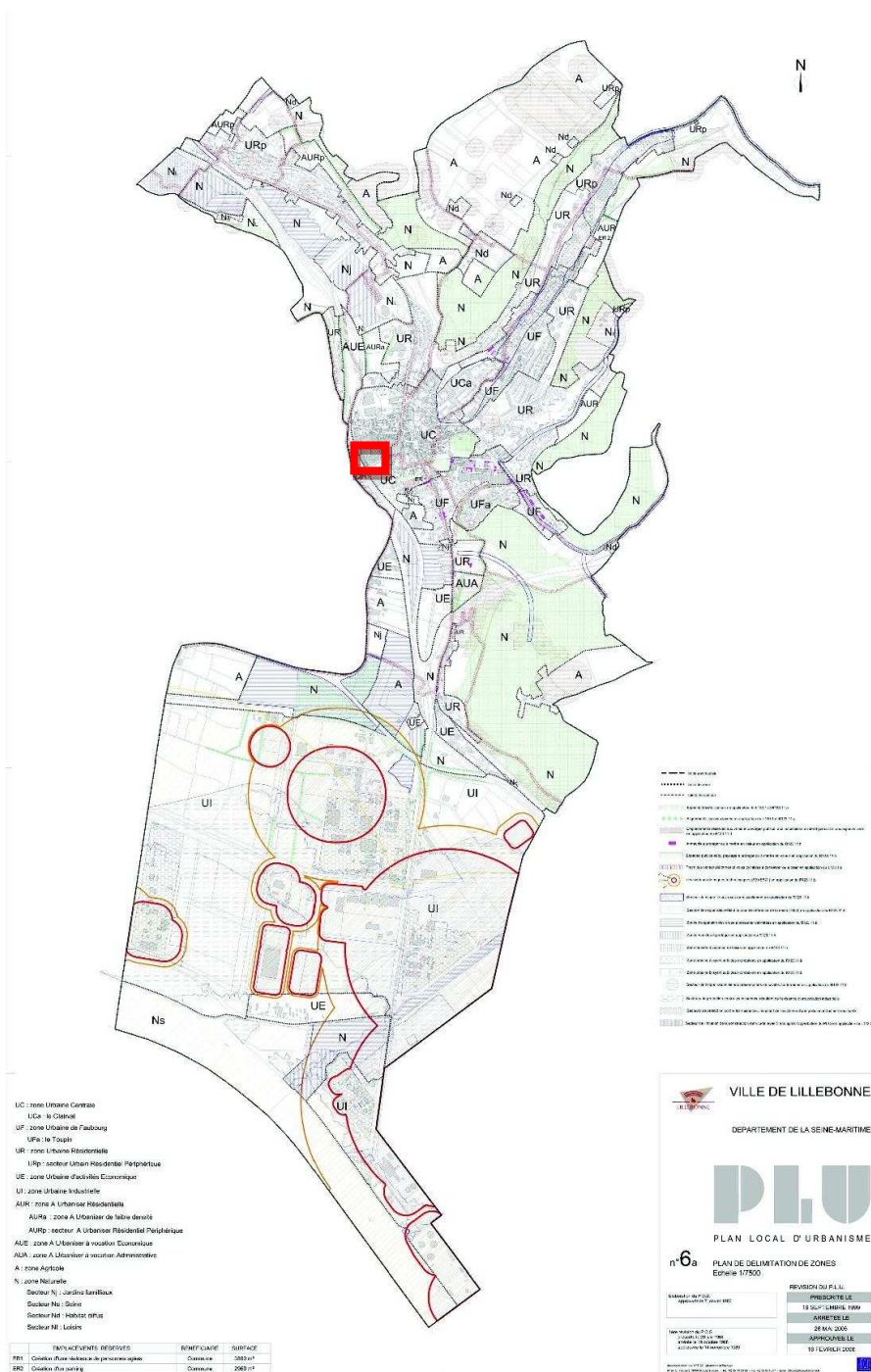


Figure 9 : Zonage du PLU (Source : PLU de Lillebonne)

1.2. Esprit de la loi sur l'accessibilité du 11 février 2005

Qu'est ce qu'une situation de handicap?

Il nous faut tout d'abord étudier ce que l'on appelle une situation de handicap. L'article 2 de la loi 2005-102 du 11 février 2005 la définit de la façon suivante :

« Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou restriction de la participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidante »

Cette définition mérite d'être clarifiée. Un usager d'un équipement, d'une voirie... disposent d'aptitudes diverses telles que :

- Des capacités visuelles,
- Des capacités de préhension,
- Des capacités motrices, ...

Dans le même esprit, l'environnement urbain (bâtiment, voirie, équipement ...) requiert des actions pour être utilisé :

- S'orienter,
- Atteindre des objets,
- Comprendre une signalisation, ...

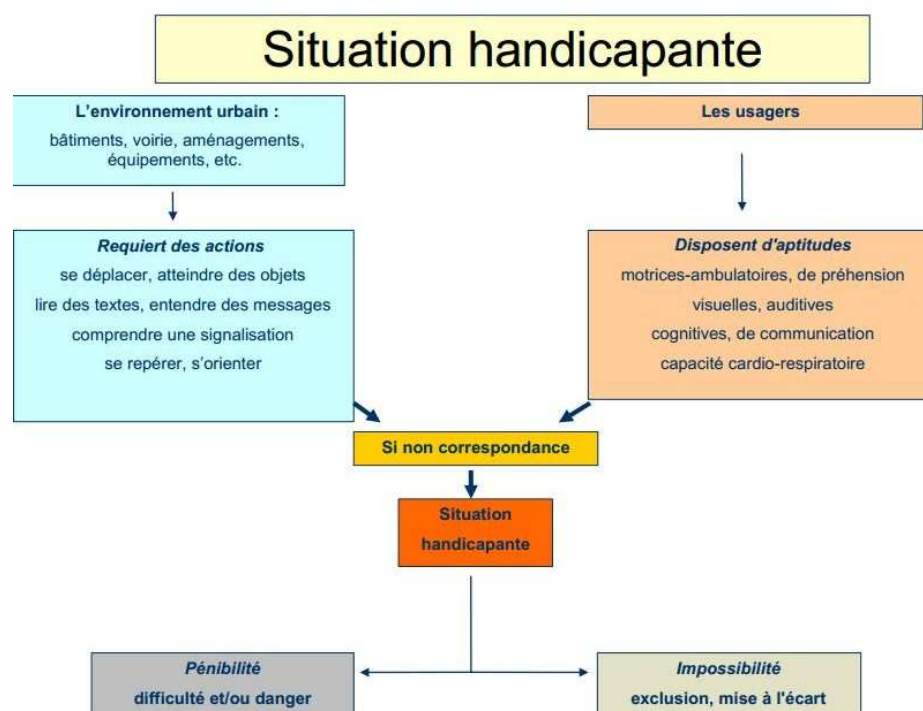


Figure 10 : Présentation d'une situation handicapante (Source : http://www.doubs.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/diaporama_formation_28042008_cle59fdb1.pdf)

A partir du moment où il n'existe pas de correspondance entre les aptitudes de l'utilisateur et les actions requises par l'environnement urbain, la personne est en situation de handicap et le terme qui la qualifie est « personne à mobilité réduite ».

Cette compréhension de l'esprit de la loi élargit de manière importante les populations vulnérables. On peut ainsi dresser une liste des personnes en situation de handicap :

- Personnes se déplaçant en fauteuil roulant ou présentant des difficultés motrices (déplacement, préhension ...)
- Personnes souffrant d'une déficience d'un ou plusieurs sens (vue et audition principalement)
- Personnes souffrant de déficience intellectuelle et psychique ou les personnes distraites ou pressées (besoin dans les deux cas de comprendre des informations facilement)
- Personnes âgées (avec le vieillissement de la population, la prise en compte de ce public est capitale)
- Enfants et femmes enceintes
- Personnes dont la mobilité est réduite ponctuellement (poussettes, sacs de courses ...)
- Personnes ne parlant pas la langue du pays
- Personnes désavantagées par leur taille ou leur poids

Objectifs, moyens et actions de la loi

La loi 2005-102 énonce très clairement ses objectifs «pour l'égalité des droits et des chances, la participation à la citoyenneté des personnes handicapées » découpée en quatre grands principes :

- Une possibilité d'accès à tous les bâtiments et pour tous
- Aucun handicap ne doit être oublié ou négligé
- La chaîne de déplacement doit être entièrement adaptée
- Tous les aspects de la vie sont à prendre en compte (logement, travail, loisirs, enseignement ...)

Il est nécessaire de clarifier ici ce qu'est la chaîne de déplacement, défini dans l'article 45 de la loi : « La chaîne de déplacement qui comprend le cadre bâti, la voirie, l'aménagement des espaces publics, le système de transport et l'intermodalité, est organisée pour permettre son accessibilité dans sa totalité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite ». Cet article résume les 4 principes vus précédemment et insiste sur le fait que l'accessibilité est aussi un problème à résoudre pour les aménageurs.

La chaîne de déplacement est clarifiée dans le schéma ci-dessous. Pour accéder à chacun de ces items, le déplacement est impératif et symbolisé en rouge sur ce schéma.

Les articles 41 à 54 de la loi sont fournis en annexe 12 à 17 car ils concernent directement les conditions d'accessibilité dans le cadre bâti et l'espace public.

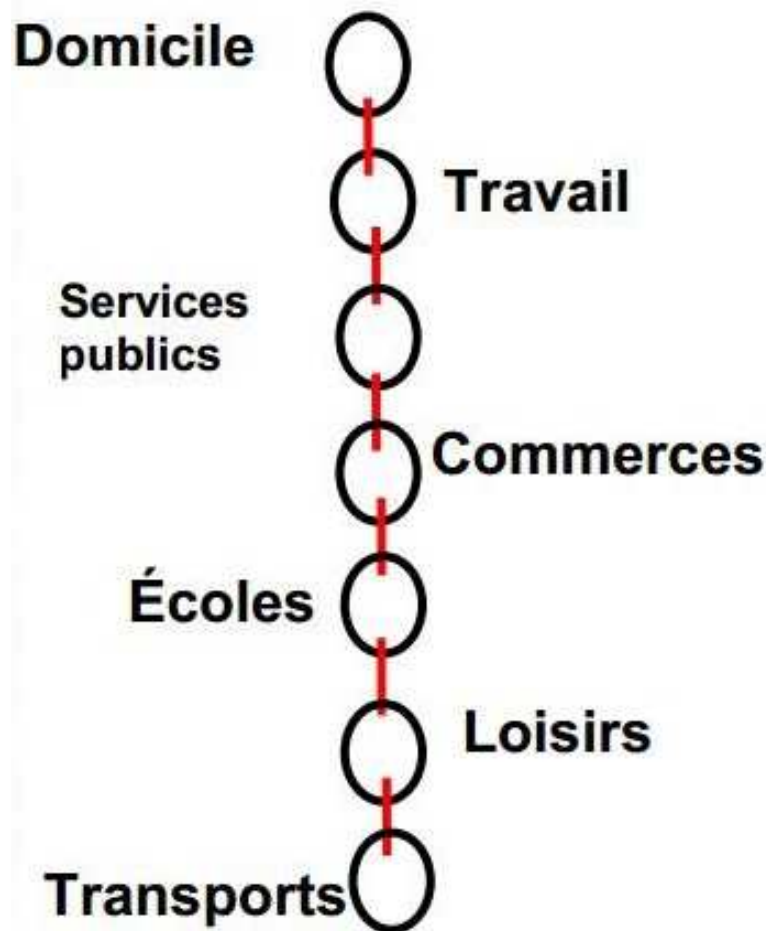


Figure 11 : Schéma de la chaîne de déplacement (Source : http://www.doubs.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/diaporama_formation_28042008_cle59fdb1.pdf)

L'objectif donc de cette loi est de combattre l'inaccessibilité de l'espace aussi bien bâti que public (notion d'autonomie) pour empêcher l'isolement de la personne en situation de handicap en lui permettant l'accès aux différents lieux de vie :

- Domicile
- Travail
- Services publics
- Commerces
- Enseignements
- Loisirs
- Transports

Cette nouvelle donnée change la conception de l'espace. Il faut en effet prendre en compte toutes les situations de handicaps possibles afin d'éviter de dépasser les capacités motrices ou intellectuelles des personnes les plus fragiles.

Il faut donc prendre en compte trois éléments suivants:

- Connaître la diversité des handicaps possibles (une personne en situation de handicap ne se réduit pas à une personne en fauteuil roulant)
- Agir sur l'environnement en facilitant son accessibilité (aménagement matériel des lieux en prenant en compte la diversité des handicaps)
- Agir sur les acteurs et les utilisateurs de l'environnement (prise de conscience du besoin d'accessibilité face à des situations souvent compliquées)

Une loi justifiée selon les professionnels

Plusieurs motifs viennent appuyer la nécessité d'une telle loi. Le vieillissement de la population est un fait. Les prévisions de l'INSEE le démontre (http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ecostat_c.pdf), d'ici à 2050, la part des plus de 60 ans sera comprise entre 28,0% et 36,3%. La vieillesse s'accompagne d'une diminution des capacités motrices, intellectuelles Avec des variations selon les individus.

De plus, les personnes handicapées dénoncent régulièrement un manque d'accessibilité. On peut par exemple citer la manifestation du 27 septembre 2011 à Paris qui avait pour objectif de dénoncer l'« enterrement » de la loi de 2005 avec la crise économique qui touche notre pays.

Dans le but de mieux saisir l'importance de cette loi, je me suis rapproché de l'école d'ergothérapie de Berck-sur-Mer (Nord-Pas de Calais) pour discuter avec certains de leurs étudiants. Un ergothérapeute est un professionnel dont l'objectif est de favoriser l'insertion et l'autonomie des personnes souffrant de handicaps qu'ils soient de naissance ou à la suite d'un accident ou d'une maladie. Un questionnaire de cinq questions leur a été proposé :

1) Que pensez-vous des normes actuelles concernant l'accessibilité des personnes à mobilité réduite ?

2) Quels en sont selon vous les avantages ?

3) Quels en sont selon vous les inconvénients ?

4) Quels sont selon vous les travaux à réaliser en priorité dans une école ?

5) Jugez-vous nécessaire de rendre tous les bâtiments accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite ? SI oui pourquoi ?

6) Ces normes ne sont-elles pas trop couteuses par rapport aux bénéfices (accessibilité obtenu pour un très petit nombre de personnes) ?

Le sentiment général est que ces normes permettent l'augmentation de l'indépendance, de l'autonomie et un meilleur accès aux lieux de rencontre avec les autres. Elles limitent la nécessité d'être constamment accompagné d'un professionnel et luttent contre le sentiment d'isolement des Personnes à Mobilité Réduite.

Néanmoins, elles ne sont pas forcément une réponse efficace aux situations de handicap et n'augmentent pas le quotidien des personnes les plus déficientes.

Dans le cas d'une école la priorité doit être mise sur les accès, les sanitaires et les salles de classes. Concernant les deux premiers points, ce PIND se proposera de traiter ces éléments ainsi que d'autres. Concernant les salles de classe, le traitement de l'espace n'est pas de la compétence d'un aménageur mais de celle d'un ergothérapeute.

Mais pourquoi rendre accessible les espaces public et le cadre bâti ? Le fait de rendre accessible tous les espaces fait partie du principe d'égalité de la république. Cette donnée est également très largement reprise dans le texte de la loi de 2005-102 et dans son intitulé vu précédemment «pour l'égalité des droits et des chances, la participation à la citoyenneté des personnes handicapées ».

L'idée principale est que le social doit primer sur la rentabilité, que certains services rendus par la collectivité ne doivent pas servir à gagner de l'argent mais à améliorer le confort de tous. Cette loi permet également de lutter contre l'exclusion sociale.

L'élément qui ressort de ces rencontres avec des étudiants est que ces normes sont nécessaires mais nécessitent des ajustements. Selon le principe d'égalité de la République, ces aménagements sont nécessaires quel qu'en soit le coût. Ces travaux pourraient en plus faire travailler

des entreprises de bâtiment et travaux publics et donc créer ou maintenir de l'emploi non-délocalisable.

1.3. Cas du complexe scolaire Albert Glatigny

Obligation normative

Pour rendre accessible les locaux de ce complexe scolaire, un ensemble de normes est à respecter. Ces normes varient selon les cas :

- Accessibilité hors cadre bâti (transport public, voirie et espaces publics)
- Les bâtiments d'habitations collectifs neufs ou existants
- Les maisons individuelles
- Les Etablissements Recevant du Public neufs ou existants

Le complexe scolaire Albert Glatigny est un Etablissement Recevant du Public existant puisque sa construction a eu lieu après la seconde guerre mondiale (avec des travaux en continu depuis cette date)

Il s'agit ici d'un établissement de 5^{ème} catégorie (la démonstration en sera faite dans le diagnostic). Au 1^{er} janvier 2015, l'établissement devra :

- offrir toutes les prestations dans une partie de l'établissement
- permettre un accès par l'entrée principale avec une possibilité de mettre en place une entrée de substitution

Ces deux exigences pourront être atténuées s'il existe des problèmes de structure. A partir du 1^{er} janvier 2015, tous les travaux devront prendre en compte cette dimension d'accessibilité. Dans cette étude, un certain nombre d'exigences vis-à-vis de la norme devront être vérifiées (voir annexe 9 à 11).

Dans ce projet individuel, les problèmes d'accessibilité seront repérés (du parking, des locaux et des cours de récréation) qu'ils soient de nature à respecter la norme ou soulevés à la suite d'une approche sensible (appropriation de l'espace par les usagers). Des solutions seront ensuite proposées pour améliorer le quotidien et le fonctionnement du complexe scolaire Albert Glatigny.

Les Auxiliaires de Vie Scolaire

L'accès à l'école maternelle et primaire est ouvert à tous. Néanmoins quelques enfants souffrant de déficience aussi bien physique que mentale nécessitent un accompagnement particulier.

Titulaire du baccalauréat (ou équivalent) les auxiliaires de vie scolaire (ou AVS) accompagnent les enfants en situation de handicap dans différents aspects de leur scolarité :

- Intervention dans la classe (aide aux déplacements, stimulation de l'enfant ...)
- Participation aux sorties de classe (bibliothèque et piscine principalement dans notre cas)
- Accomplissement des gestes techniques ne nécessitant pas des qualifications paramédicales ou médicales particulières (mise aux toilettes par exemple)
- Participation à la mise en place et au suivi du projet individuel de l'enfant (évaluation du niveau, des capacités...)

Les Auxiliaires de Vie Scolaire n'accompagnent l'enfant que durant les heures de cours. Afin d'obtenir cet accompagnement, les parents par l'intermédiaire des associations de parents d'élèves doivent déposer un dossier à la maison départementale des personnes handicapées (MDPH). Ce dossier sera ensuite transmis à la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) qui déterminera le niveau d'accompagnement de l'enfant (AVS toute la journée, uniquement le matin ...).

L'intervention de ces professionnels dans l'établissement est habituelle et ne pose aucun problème de gestion ou d'intégration dans l'équipe pédagogique. Il faut désormais travailler sur le diagnostic.

2. Etude de cas : diagnostic du complexe scolaire Albert Glatigny

Pour expliciter ce diagnostic, un code couleur a été mis en place. Les données respectant la norme sont ainsi de couleur verte tandis que celles n'étant pas conformes sont en rouge.

2.1. Accès au complexe scolaire

Avant d'arriver au complexe scolaire Albert Glatigny, il faut évidemment y accéder à pied ou en voiture. Après des observations sur le terrain, une carte a été réalisée pour représenter les déplacements des utilisateurs se dirigeant vers le complexe.

Sur la carte suivante, on peut notamment observer deux zones dites dangereuses car elles sont le lieu où se croisent les piétons et les automobilistes, symbolisé par des ronds bleus ici.

Nous nous trouvons ici dans le cas de voiries existantes, il n'existe donc aucune obligation vis-à-vis de la norme.



Figure 12 : Vue du carrefour Ouest (Source : A.Follain)

Sur la photographie ci-dessus (cercle le plus au Nord sur la carte), les piétons traversent devant le stop, ce qui **est dangereux et non-adapté pour des Personnes à Mobilité Réduite**. Il faudra donc proposer des aménagements pour améliorer cette situation. Le complexe scolaire se trouvant dans une impasse, **l'absence d'un panneau** l'indiquant est aussi un problème.



Figure 13 : Vue du carrefour Est (Source : A.Follain)

Concernant le second carrefour (cercle le plus au Sud sur la carte), on peut voir une zone banalisée pour les piétons qui traversent la chaussée. Les **poteaux** visibles au premier plan sont dangereux pour **des personnes visuellement** déficientes comme le **reste du carrefour**.

Concernant ces deux carrefours, des aménagements seront proposés comme s'il s'agissait de voirie en réhabilitation (obligation vis-à-vis de la norme dans ce cas).

DEPLACEMENT VERS LE COMPLEXE SCOLAIRE A.GLATIGNY A PIED ET EN VEHICULE MOTORISE

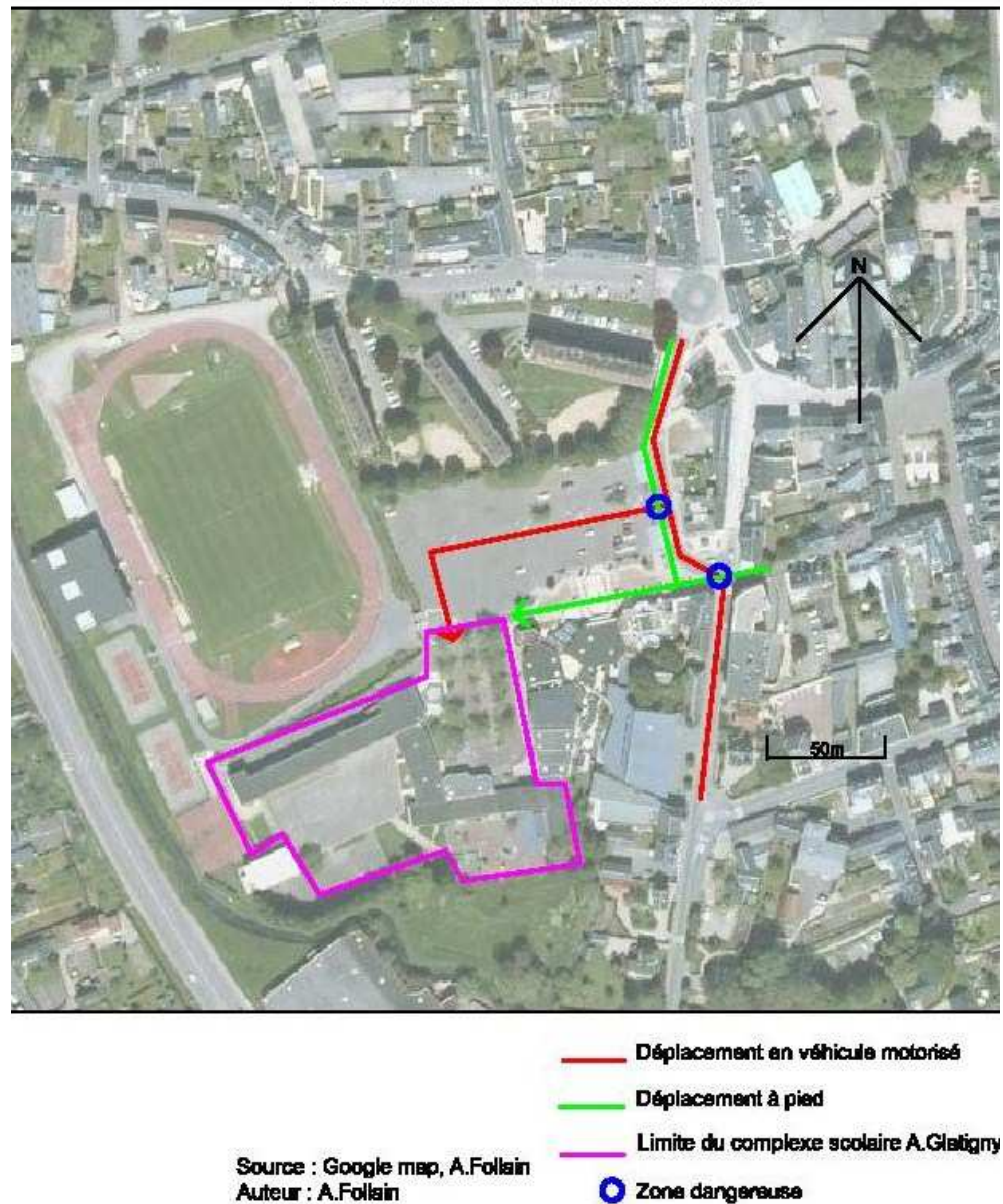


Figure 14 : Déplacement vers le complexe scolaire A.Glatigny (Source : A.Follain)

2.2. Le parking

Il existe un parking commun aux deux écoles pour le complexe scolaire. Ne pouvant obtenir de plan de ce parking de la part de la mairie, j'ai donc pris l'initiative d'en réaliser un. Ce travail a été réalisable en prenant les différentes cotes sur le terrain puis en réalisant un plan à l'échelle sur autocad.

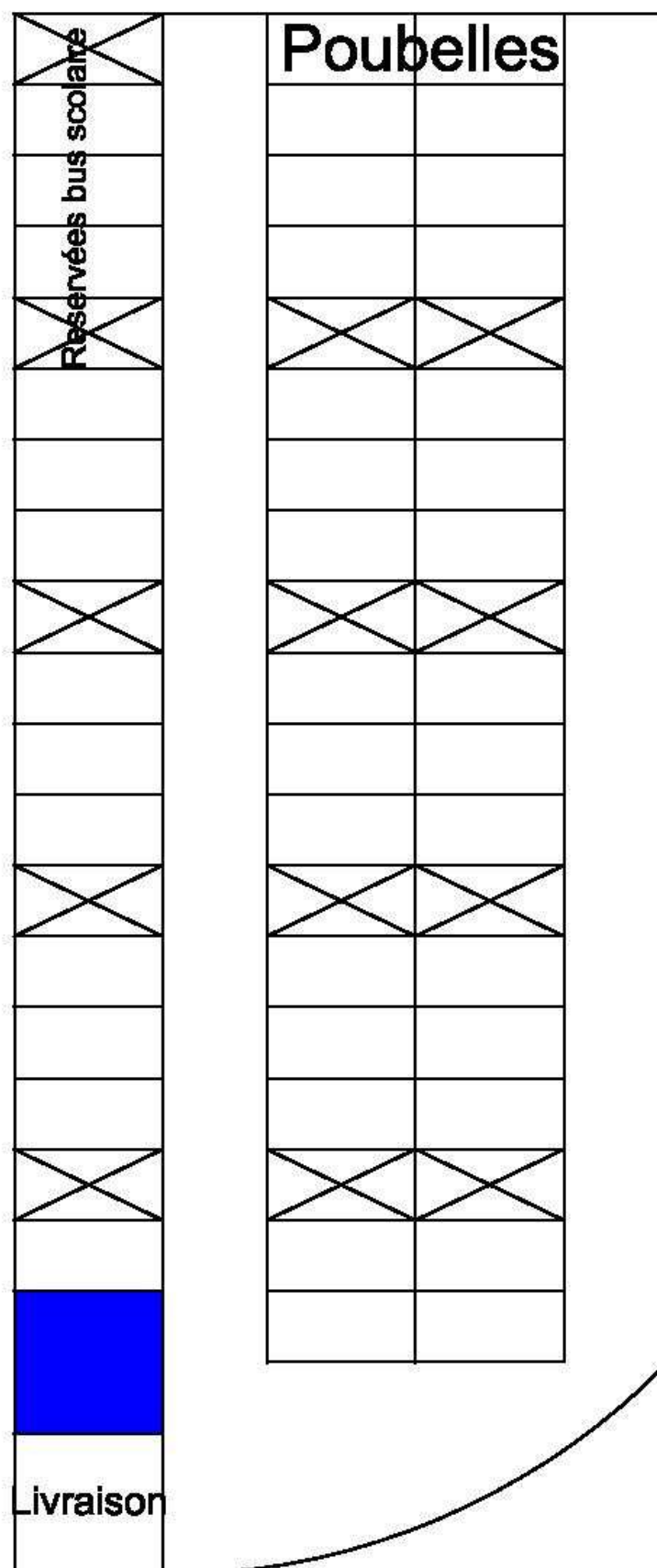


Figure 15 : Plan du parking du groupe scolaire (Source : A.Follain)

Afin d'expliciter la situation, ce plan a été intégré sur le plan de sécurité fourni par la mairie.

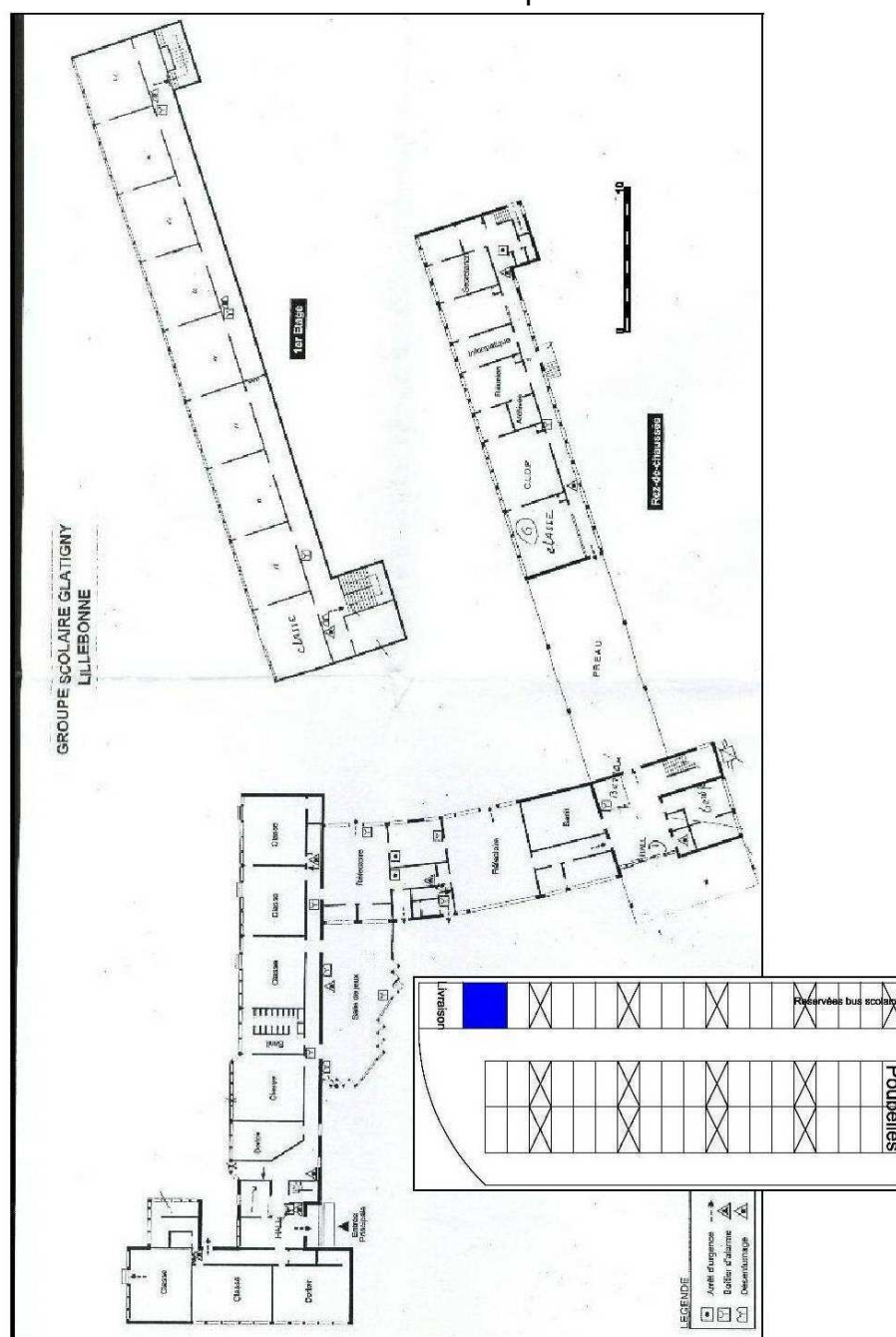


Figure 16: Insertion du parking dans son environnement (Source : Ville de Lillebonne, modifié : A.Follain)

La circulation se fait en sens unique, l'entrée du parking se trouvant sur l'accès en bas sur ce plan.

On peut observer un motif récurrent de 2,40m de large par 4,88m de long qui correspond aux dimensions des places de stationnement.

Les rectangles avec une croix symbolisent les places où un arbre est planté et donc ne permettant pas le stationnement d'un véhicule.



Figure 17 : Photographie de l'entrée du parking (Source : A.Follain)

Le parking se compose de 38 places de stationnement, d'une place réservée aux Personnes à Mobilité Réduite, d'une place réservée aux livraisons et d'une place réservée au bus scolaire. Comme on peut le voir sur la figure ci-dessus l'enrobé bitumineux est dans un état de délabrement avancé en raison de son soulèvement par les racines des arbres.

Nous nous trouvons ici dans le cas d'un parking desservant des Etablissements Recevant du Public existant. Il n'existe donc aucune obligation réglementaire vis-à-vis de son aménagement. Il a donc été décidé de traiter son diagnostic selon deux approches :

- Une approche sensible où je vais me mettre à la place d'une Personne à Mobilité Réduite pour repérer les difficultés, arrivant dans mon automobile et finissant le chemin à pied
- Une approche réglementaire où nous appliquerons les normes du stationnement dans le cadre d'ERP neuf.
- Un bilan des discussions avec le personnel, les parents d'élèves et de mes observations sur le terrain

Approche sensible (en voiture jusqu'à la place réservée aux Personnes à Mobilité Réduite puis à pied)

L'accès au parking est clairement indiqué avec des panneaux de signalisations précisant le sens unique de la circulation (voir figure précédente).



Figure 18 : Vue de l'arrivée dans le parking (Source : A.Follain)

Le **marquage au sol ne présente pas une visibilité suffisante**, il est difficile de repérer précisément l'emplacement des places notamment en fin ou début de journée.

En poursuivant sur ce chemin, la présence d'une **place réservée aux Personnes à Mobilité Réduite** est clairement visible (peinte en bleue).



Figure 19 : Arrivée sur la place réservée (Source : A.Follain)

On remarque cependant plusieurs défauts. Tout d'abord **l'absence de bateaux** le long de cette place est difficilement compréhensible. Elle oblige une personne souffrant de difficulté motrice à se déplacer sur quelques mètres supplémentaires pour passer par les bateaux existant au niveau de la place de livraison, qui ne sont pas toujours accessibles.

Passée cette difficulté, il est **impossible de savoir de quel côté il faut aller** pour rejoindre l'école maternelle ou l'école primaire. Aucun panneau ni aucun cheminement ne permet de savoir de quel côté il faut se déplacer pour se rendre à l'une ou à l'autre des écoles (dans le cas présent, à gauche pour l'école maternelle, à droite pour l'école primaire).

En revanche, une fois que l'on a atteint l'une des deux entrées le cheminement est clair. L'accessibilité de ces entrées et de l'intérieur des deux bâtiments sera traitée ultérieurement.

Approche réglementaire

Dans le cas d'un parking pour une Etablissement Recevant du Public, un certain nombre de dispositions réglementaires s'impose.

2% des places doivent être adaptés pour recevoir des Personnes à Mobilité Réduite. Ici une place est réservée sur 39 ce qui correspond à **2,56% du parc de stationnement**. Cette donnée est donc conforme.

Le **marquage au sol de la place existante est visible** (couleur bleue, panneau signalétique, symbole) comme visible sur la figure ci-dessous, ce qui est exigé par la norme.



Figure 20 : Vue de la place réservée (Source : A.Follain)

Comme on peut l'observer sur la photographie ci-dessous, Une **largeur de 4,88m** (fusion de deux places précédemment existante) est satisfaisante vis-à-vis de la norme (3,30m). En revanche, on ne peut se satisfaire du **raccord sans ressaut** entre le plan de la place de stationnement et le plan du trottoir. Il est nécessaire de mettre en place un aménagement facilitant la transition entre les deux.

Dans le cas d'un stationnement extérieur, un **éclairage de 50lux sur le cheminement et de 20lux en tout autre point doit être observé**. Ce qui n'est pas le cas ici. On pourrait penser que s'agissant de lieu d'enseignement uniquement ouvert dans la journée, cet aménagement est superflu. Mais notamment en hiver, les journées sont courtes et il n'est pas rare de voir des enfants déposés ou repris de nuit.

Rencontre avec les utilisateurs

Le complexe scolaire Albert Glatigny est vu par ses utilisateurs (professeurs des écoles et parents d'élèves) comme peu adapté. La rédaction de cette partie est tirée directement de discussions avec une enseignante du complexe scolaire, des témoignages de parents d'élèves et d'observations personnelles sur les habitudes et comportements des utilisateurs.

Le parking, en mauvais état présente un certain danger pour les jeunes enfants. En effet, son état dégradé (visible sur la photographie ci-dessous) à tendance à créer des tensions chez les conducteurs à la recherche d'une place, comme j'ai pu l'observer lors de visite à l'école au moment des heures de pointe. Cette tension est un risque

supplémentaire et peut être vue comme un point d'inaccessibilité puisqu'il existe un risque de mise en difficulté de plusieurs personnes à risque :

- Les enfants qui peuvent échapper à la vigilance de leurs parents
- Les conducteurs âgés dont les reflexes et la vision peuvent parfois être défaillants



Différence de niveau causée par les racines des arbres

Figure 21 : Vue de l'état du parking (Source : A.Follain)

2.3.L'école maternelle

Le plan de l'école est fourni en annexe 1. Elle se compose de deux ailes où se trouvent les salles de classe, reliée par une entrée centrale où se trouve le bureau de la directrice. L'école maternelle est entourée en rouge sur l'image ci-dessous. La rampe d'accès ne se trouve pas au niveau de l'entrée principale, l'accès se fait par la salle de jeu.

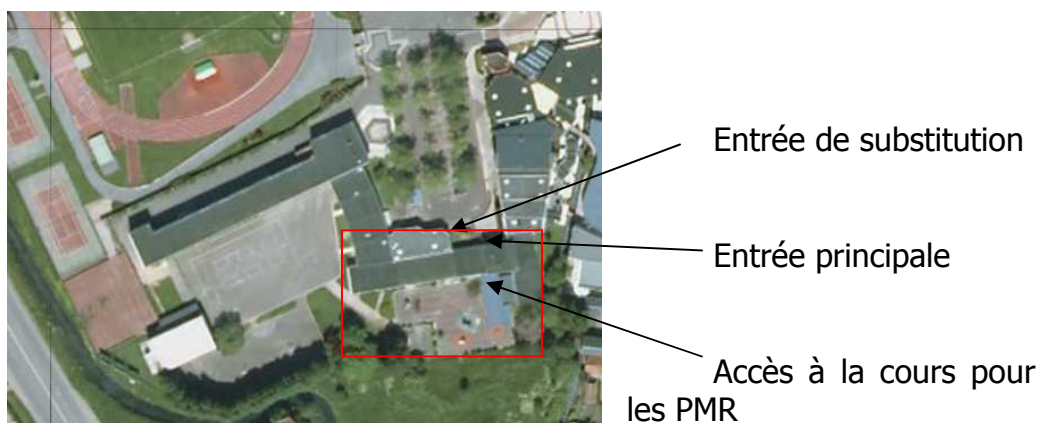


Figure 22 : Image du complexe scolaire (Source : google earth, Modifié : A.Follain)

Chacune des salles de classe possède son propre escalier pour accéder à la cour, un aménagement spécial a été conçu pour les Personnes à Mobilité Réduite placé au centre du bâtiment (voir détail plus loin). L'école maternelle est reliée à l'école primaire par l'intermédiaire d'un réfectoire.

Il est tout d'abord nécessaire de déterminer le nombre maximum de personnes occupant les locaux. Cette information nous permettra de voir dans quel niveau d'exigence nous nous trouvons vis-à-vis de la norme. Pour cela, j'ai obtenu auprès des services de la mairie un tableau excel :

Nombres	Maternelle Glatigny
Elèves	119
Enseignants	7
Classes	5
ATSEM (agent territorial spécialisé des écoles maternelles)	5
Agents d'entretien	
Animateurs pause méridienne	4
Agents d'office	1
Agents d'encadrement	6
Agents garderie	4
	151

Figure 23: Tableau des effectifs de l'école maternelle (Source : Ville de Lillebonne)

Ce document ne prend pas en compte le nombre de personnes pouvant être présentes ponctuellement (arrivée des enfants à l'école le matin et le midi ainsi que le départ le midi et le soir). Nous nous fixerons comme base un adulte par enfant, ce qui reflète relativement bien la réalité. Nous pouvons donc nous baser sur un nombre de 270 personnes maximum présentes dans les locaux.

Cette hypothèse semble assez proche de la réalité. En effet, de nombreux parents ou assistantes maternelles viennent chercher plusieurs enfants ce qui compense le fait que parfois un parent peut être accompagné d'une seconde ou d'une troisième personne lorsqu'il vient chercher son enfant.

Désormais nous devons déterminer dans quel type d'ERP nous nous trouvons. Il s'agit ici d'un Etablissement Recevant du Public de 5^{ème} catégorie (moins de 300 personnes accueillis en même temps) de type R (établissements d'enseignements et colonies de vacances).

L'article R.111-19-7 du Code de la construction et de l'habitation définit les dispositions réglementaires applicables aux Etablissements Recevant du Public de 5^{ème} catégorie, règlement effectif depuis le 1^{er} janvier 2007. Dans notre cas, il devra être réalisé pour le 1^{er} janvier 2015 les dispositions suivantes :

- Une partie de l'ERP offre toutes les prestations
- Accessibilité des locaux pour tous par le même accès
- Une possibilité de prestation par mesures de substitution si nécessaire
- Une possibilité d'atténuation s'il existe des problèmes de structure

Rencontre avec les utilisateurs

L'école maternelle présente également des défauts signalés par les utilisateurs et le corps professoral. En effet, il existe une entrée dont l'usage est réservé aux personnes à mobilité réduite mais qui n'est que rarement ouverte et dont l'absence de sonnette ne permet pas à un utilisateur de signaler sa présence. De plus, la largeur de la porte ne permet pas à une personne en fauteuil roulant d'entrer dans les locaux.

L'accessibilité de ces locaux est particulièrement importante puisque les utilisateurs sont nombreux et diversifiés. En plus d'une utilisation pédagogique dans la journée, les parents d'élèves déposent et viennent chercher leur enfant à l'entrée de chaque salle de classe. J'ai notamment pu observer une part non négligeable de grands-

parents avec des difficultés variables de déplacement.



Une porte trop étroite pour laisser passer un fauteuil roulant et une absence de sonnette sont à déplorer

Figure 24 : Entrée de substitution de l'école maternelle (Source : A.Follain)

L'école maternelle ne permet donc pas à tous les utilisateurs d'entrer dans les locaux, ce qui est un grave problème d'un point de vue de l'accessibilité. Il est inutile d'améliorer l'accessibilité de l'intérieur des locaux s'il est impossible pour une personne à mobilité réduite d'y entrer.

L'an passé, une mère d'élève souffrant d'une déficience de motricité induite par une amputation des membres inférieurs et d'un membre supérieur ne pouvait entrer dans les locaux avec son fauteuil roulant. L'équipe pédagogique lui apportait donc son enfant dans sa voiture à 16h30. Cette action, d'apparence simple, posait des soucis d'organisation :

- Attente de cette mère d'élève pendant plus de quinze minutes dans sa voiture, le temps que les autres enfants soient partis
- Problème de responsabilité (les enfants ne sont sous la responsabilité des professeurs que pendant les horaires d'ouverture de l'école et dans les locaux, sauf sorties planifiées et exceptionnelles)

Il est désormais temps d'évaluer l'école vis-à-vis des normes de la loi de 2005.

Cheminements extérieurs (accès à l'école)



Figure 25 : Photographie de l'entrée de l'école maternelle (Source : A.Follain)

L'entrée de l'école maternelle ne présente aucun aménagement en vue de faciliter l'accessibilité. Des mesures de substitutions partielles ont

été prises (traitées par la suite). Néanmoins, on constate que les utilisateurs préfèrent passer par cette entrée quelque soit leur situation (poussette par exemple).

On peut dire qu'ici les **devers** (valeur de la pente transversale d'un trottoir) sont conformes à la norme qui exige moins de 3%. On se trouve ici dans des valeurs inférieures à 1% (tassements différenciés des matériaux, pente volontaire pour l'écoulement des eaux pluviales, ...). Ce devers se retrouve sur l'ensemble du complexe. La **largeur de la porte** est également satisfaisante car supérieure à 1,40m.

Cependant nous sommes ici dans le cas d'un escalier de moins de trois marches. Ces marches ne disposent pas **d'un contraste visuel et tactile en partie haute de l'escalier, à 0,50m de la première marche**. La première et la dernière marche disposent d'une **contremarche supérieure à 0,10m** (0,14m ici) donc conforme. Le **débord** est inférieur à 0,01m ce qui est conforme à la norme. Les **nez de marche ne sont pas visuellement contrastés**. On peut également regretter **l'absence de main courante** sur cet escalier.

Des dispositions de substitutions suivantes ont été prises :



Figure 26 : Mesures de substitution (Source : A.Follain)

La **porte** permettant d'accéder aux locaux n'est **pas suffisamment large**, inférieure à 1,40m.

Nous allons vérifier la pente. Une première partie plane ne rentre pas en compte dans le calcul, nous avons donc une pente de 5,2m qui permet d'atteindre une hauteur de 0,28m. On obtient donc une **pente de 4,67%** ce qui est conforme à la norme (6% maximum).

Les **ressauts** (passage brusque d'un plan horizontal à un autre) successifs sont tolérés à condition qu'ils soient séparés d'une distance de 2,50m avec un palier de repos intermédiaire, ici l'absence de ressauts nous permet de considérer acceptable le point de la norme.

La **largeur du cheminement courant** est exigée supérieure ou égale à 1,20m, ici 1,80m nous respectons donc la norme. Les rétrécissements ponctuels doivent être d'une largeur d'au moins 0,90m, nous ne sommes pas concernés ici.

La **main courante n'est pas présente des deux côtés** tout le long de la rampe d'accès, ce qui est exigé par la norme (à condition que la largeur soit d'au moins un mètre). A une **hauteur de 0,80m**, elle correspond à la norme qui exige une main courante à une hauteur comprise entre 0,80 et 1,00m.

Cheminements extérieurs (accès à la cour de récréation)



Figure 27 : Accès principal à la cour de récréation (Source : A.Follain)

L'accès à la cour de récréation se fait par des escaliers individuels à chaque classe (trois marches). Pour rendre accessible cette cour, la construction d'une rampe a été nécessaire. On peut donc

considérer que le passage de personnes à mobilité réduite se fera par l'aménagement visible sur la photographie et non par les escaliers individuels à chaque classe. La porte n'est d'ailleurs pas suffisamment large, inférieure à 1,40m.

La pente ne correspond pas à la norme (longueur de 6,20m avec une hauteur de 0,50m soit une pente de 8,06%). De plus la main courante n'est pas à une hauteur comprise entre 0,80 et 1,00m. En effet, dans la partie haute elle se trouve à 1,10m du sol et dans la partie basse à 1,46m. Sa présence en l'état actuel paraît donc purement décorative. En revanche la largeur de 1,32m correspond à la norme (supérieure à 1,20m).

L'escalier de trois marches ne correspond pas à la norme. On relève des mains courantes de chaque côté de l'escalier à 1,10m en haut et 1,46m en partie basse, ce qui n'est pas compris entre 0,80 et 1,00m. La largeur de 1,20m est tout juste respectée.

De plus, il n'existe aucun contraste visuel et tactile en partie haute de l'escalier (à 0,50m de la première marche). La hauteur des marches est supérieure à la norme : 16,7cm au lieu des 16 cm maximum. La première et la dernière marche ont une contremarche supérieur à 0,10m ce qui répond à la norme. Les nez de marche ne sont en revanche pas visuellement contrastés, le débord est inférieur à 10mm et répond à la norme.

Ascenseurs

Il n'y a pas ici nécessité de mettre en place ce type d'installation.

Portes, portiques et sas



Figure 28 : Vue d'un couloir (Source : A.Follain)

Les locaux accueillant 100 personnes et plus ont l'obligation d'avoir des portes **d'une largeur supérieure ou égale à 0,80m** ce qui est le cas dans cette école (vérification sur l'ensemble des porte y compris pour accéder au réfectoire). Dans le cas d'un ERP existant, la largeur des portes est la seule norme qui s'applique. L'intégralité **des poignées de porte est facilement préhensible** (vérification avec une attelle offrant une faible mobilité de la main motrice).



Figure 29 : Vue de l'orthèse pour vérification des portes (Source : A.Follain)

Sanitaires aile droite



Figure 30 : Vue des sanitaires (Source : A.Follain)

Les **sanitaires** ne sont à l'heure actuelle pas aux normes. En fait celui que l'on peut voir au fond de la photographie ne permet pas à une personne en fauteuil roulant d'y accéder, à une personne à faible motricité de se relever des toilettes ... Au vu des travaux à faire, il faudra sans doute envisager la création d'un nouveau WC adapté.

L'espace de manœuvre n'est pas acceptable. Pour permettre un demi-tour il faut un **cercle de diamètre 1,50m à l'extérieur et à l'intérieur** ce qui n'est pas le cas ici. **L'absence de barres d'appui** dans l'existant est également à déplorer.

Sanitaires aile gauche



Figure 31 : Vue des sanitaires 2 (Source : A.Follain)

L'école maternelle est équipée d'un second sanitaire plus adapté que le précédent. La porte de 0,80m permet l'accès ; un sanitaire unisexe est requis puisqu'il n'y a pas de séparation par sexe.



Figure 32 : WC unisexe pour personnes handicapées (Source : A.Follain)

L'absence d'une seconde barre d'appui à droite du sanitaire est à déplorer. De plus l'accès au lavabo est impossible pour une personne en fauteuil roulant. Le demi-tour est impossible puisqu'il n'y a que 0,80m de diamètre au lieu des 1,50m requis à l'intérieur comme à l'extérieur.

Bilan du diagnostic

Afin de simplifier la lecture de ce document et de mieux apprécier le niveau d'accessibilité de chacun des éléments vus précédemment, un schéma a été réalisé sur une base d'un code couleur de trois niveaux.

Concernant les 5 points étudiés :

- Le point 1 qui correspond à l'accès principal ne répond qu'à 25 à 50% des normes
- Le point 2 qui correspond à l'accès de substitution répond à plus de 50% des normes
- Le point 3 qui correspond à l'accès à la cour de récréation répond à moins de 25% des normes
- Le point 4 qui correspond aux sanitaires de l'aile droite répond à moins de 25% des normes

- Le point 5 qui correspond aux sanitaires de l'aile gauche répond à moins de 25% des normes
-

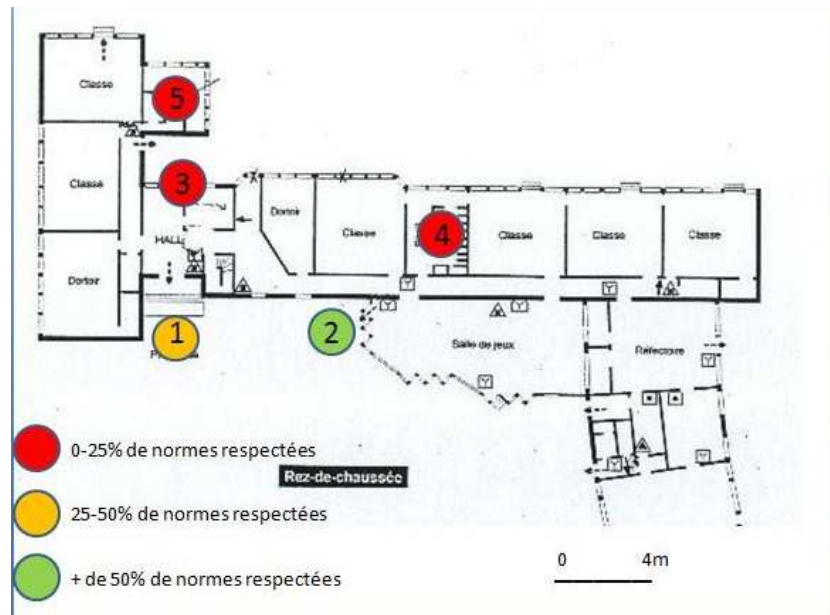


Figure 33 : Bilan du diagnostic dans le cas de l'école maternelle (Source : A.Follain)

2.4. L'école primaire

Le plan de l'école est fourni en annexe 1. Il s'agit d'un bâtiment en R+1 où les salles de classe se trouvent au premier étage. Le rez-de-chaussée regroupe les bureaux administratifs de l'école, les bureaux de l'inspection académique et des salles à thèmes (musique). Elle possède aussi son propre réfectoire.

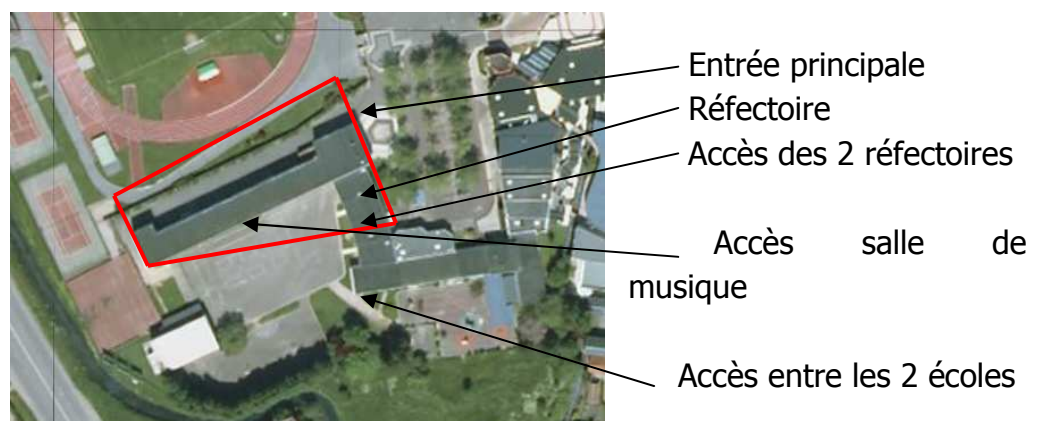


Figure 34 : Ecole primaire (Source : Google earth, Modifié : A .Follain)

Le périmètre de l'école est délimité en rouge ici. Il nous faut désormais déterminer le nombre de personnes maximum présent dans l'école en même temps :

Nombres	Primaire Glatigny
Elèves	123
Enseignants	9
Classes	6
ATSEM (agent territorial spécialisé des écoles maternelles)	
Agents d'entretien	3
Animateurs pause méridienne	4
Agents d'office	2
Agents d'encadrement	5
Agents garderie	3
	155

Figure 35 : effectif école primaire (Source : Ville de Lillebonne)

Ce document ne prend pas en compte le nombre de personnes pouvant être présent ponctuellement (arrivée des enfants à l'école le matin et le midi ainsi que le départ le midi et le soir). Nous nous fixons comme base un adulte par enfant. Nous pouvons donc nous baser sur un nombre de 278 personnes maximum présentes dans les locaux (hypothèse surévaluée car les parents ne vont pas chercher leur enfant à l'entrée de la classe, contrairement à l'école maternelle. Cette hypothèse peut néanmoins arriver ponctuellement lors des kermesses).

Désormais nous devons déterminer dans quel type d'ERP nous nous trouvons. Il s'agit ici d'un Etablissement Recevant du Public de 5^{ème} catégorie (moins de 300 personnes accueillis en même temps) de type R (établissements d'enseignements et colonies de vacances).

Rencontre avec les utilisateurs

L'école primaire, dont les salles de classe sont toutes à l'étage, est équipée de deux escaliers mais pas d'ascenseur. La venue d'un enfant en fauteuil roulant n'a rien d'anecdotique puisque de nombreux enfants avec une fracture d'un membre inférieur n'ont pas de béquilles mais un fauteuil (moins de risque de chute sur la blessure). Ce point noir a été signalé par l'équipe pédagogique uniquement. En effet, les parents d'élèves ne dépassent que ponctuellement la porte d'entrée (rendez-vous avec un professeur, kermesse ...).



Un escalier de deux fois onze marches avec un palier de repos intermédiaire

Figure 36 : Vue d'un des deux escaliers de l'école primaire (Source : A.Follain)

La légitimité de l'ascenseur paraît discutable, un aménagement cher pour une utilisation limitée. Deux raisons viennent cependant appuyer la nécessité d'une mise en place d'un tel équipement :

- Un enseignant doit porter un enfant en fauteuil jusqu'à l'étage mais cette action est dangereuse (risque de chutes) et également interdite par la loi. En effet un enseignant n'est pas habilité à effectuer ce geste
- Un enfant dans un fauteuil roulant imposant (voir photographie ci-dessous) ne pourrait pas accéder à une salle de classe

Comme il est visible sur les photographies ci-dessous, le poids d'un fauteuil roulant « classique » est d'une quinzaine de kilogrammes donc portable.



Figure 37 : Fauteuil roulant classique (Source : <http://www.location-fauteuil-roulant.fr/fauteuils/fauteuil%20roulant%20Eclips%20X4.jpg>)

En revanche un fauteuil roulant « électrique » pèse facilement 150 kilogrammes (absolument impossible de le monter à la force des bras). Ce type de fauteuil possède une option en cas de panne du système électrique pour une poussée manuelle qui est extrêmement difficile (Tester personnellement dans le centre pour personnes polyhandicapées du Bercaill-St-Denis à Hericourt-en-Caux).



Figure 38 : Fauteuil roulant électrique
(Source : http://www.hacavie.com/wp-content/uploads/2010/01/fauteuil_roulant_hychain_832499.jpg)

Il est désormais nécessaire d'effectuer le diagnostic du complexe scolaire en utilisant les normes d'accessibilité qui déboulent de la loi 2005-102.

Cheminement extérieur (entrée)



Figure 39 : Entrée de l'école primaire (Source : A.Follain)

L'entrée de l'école primaire se fait par une simple marche et une pente. Nous allons donc commencer par traiter ce-dernier.



Figure 40 : Accès par la pente de l'école primaire (Source : A.Follain)

Cette **pente** d'une longueur de 3,84m pour franchir une hauteur de 0,14m est conforme à la norme avec 3,38% (6% maximum exigé). Avec une **largeur de 1,59m**, la norme est respectée (1,20m minimum). L'**absence de main courante** est à déplorer, ne permettant pas un accès aux Personnes à Mobilité Réduite hors fauteuil roulant.



Figure 41 : Entrée de l'école primaire, marche unique et main courante (Source : A.Follain)

Il est également proposé un accès par simple marche. Cette marche ne possède **pas de contraste visuel et tactile en partie haute à 0,50m de la première marche**. Le **nez de marche** n'est pas visuellement contrasté, en revanche le débord est inférieur à 10mm.

La **main courante** n'est pas exigée pour cet escalier, elle est ici d'une **hauteur de 0,88m** (compris entre 0,8m et 1,0m donc acceptable). On peut néanmoins regretter qu'elle ne soit **pas continue le long** du poteau. Les **portes** d'une largeur de 1,60m avec le même système d'ouverture que l'école maternelle sont conformes aux normes.

Cheminement extérieur entre les deux écoles



Figure 42 : Accès entre l'école maternelle et primaire (Source : A.Follain)

Il existe un accès entre l'école maternelle et primaire qui se fait par un **chemin en enrobé bitumineux très abimé**. Cet accès, plein de bosses et de trous, ne permet **pas le passage facilement** de Personnes à Mobilité Réduite, ni même de personnes hors situation de handicap.

De plus la **hauteur des trottoirs** ne permet pas le passage d'un fauteuil roulant ou de personnes souffrant de difficultés pour lever la jambe. Cependant, nous sommes ici dans un cas hors normes qui mérite tout de même toute notre attention.

Cheminement extérieur par la salle de musique



Figure 43 : Accès par la salle de musique à la cour de récréation (Source : A.Follain)

L'accès à la cour de récréation est possible par la salle de musique par une rampe tout juste terminée (barrière encore en place avant commission de sécurité pour validation des travaux).

La **pente** d'une longueur de 6,80m pour une hauteur d'environ 0,60m correspond à une pente de 8,8%, ce qui est très loin de correspondre à la norme qui exige 6% maximum. La **largeur de 1,60m** est satisfaisante (1,20m exigé). On peut néanmoins regretter l'absence de **main courante** qui pourrait faciliter l'accès.

Cheminement extérieur, accès entre le réfectoire de l'école maternelle et celui l'école primaire



Figure 44 : Accès entre les deux réfectoires (Source : A.Follain)

Un système de pente a été mis en place pour permettre l'accès entre les deux réfectoires. On peut considérer ici que l'on se situe dans le cas où les **pent**es sont bien trop importantes mais difficilement mesurables (autour de 8 à 10%). L'**absence de main courante** est également à déplorer.

La **largeur des portes** est également insuffisante (inférieur à 1,40m).

Escaliers

Il existe deux escaliers pour permettre l'accès au premier étage, qui sont semblables dans leur architecture.

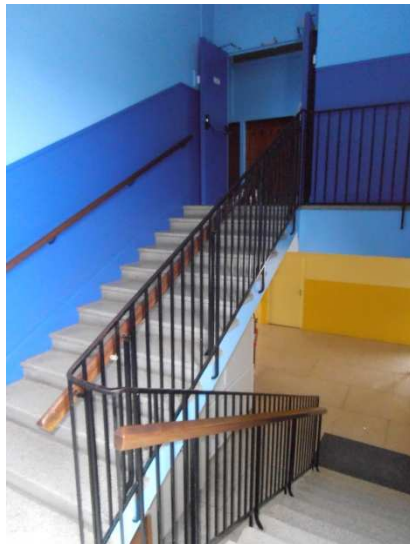


Figure 45 : Escalier du hall de l'école (Source : A.Follain)

Composés de deux ou trois onze marches, séparées par un ou deux paliers de repos, la **largeur minimale** de 1,00m est respectée. D'une hauteur de 0,15m, la **hauteur des marches** répond à la norme qui exige une hauteur maximale de 0,17m. Les **débords inférieurs à 10mm** sont respectés ici mais les **nez de marche** ne sont pas visuellement contrastés.

L'absence de contraste visuel et tactile en haut de l'escalier à 0,50m de la première marche est à déplorer dans les deux cas. La première et la dernière marche n'ont pas de contremarche contrastée par rapport à la marche elle-même.

En ce qui concerne les mains courantes, elles correspondent à la norme à une **hauteur de 0,88m** mais ne sont **pas continues** (absentes au niveau des paliers).

Ascenseur

La plupart des salles de classe se situent au premier étage, **sans ascenseur**. Il est obligatoire ici car, nous nous trouvons dans un établissement accueillant plus de 100 personnes et de 5^{ème} catégorie.

Portes, portiques et sas



Figure 46 : Vue du couloir du 1er étage (Source : A.Follain)

Les portes sont dans l'ensemble de l'établissement du même modèle et d'une **largeur de 0,80m** ce qui correspond à la norme (0,80m minimum).

Sanitaires cour de récréation

Au niveau de la cour de récréation, accessible également depuis le hall, se trouve des sanitaires séparés par sexe. Normativement, il est exigé un sanitaire unisexe accessible qui est visible sur la photographie ci-dessous.

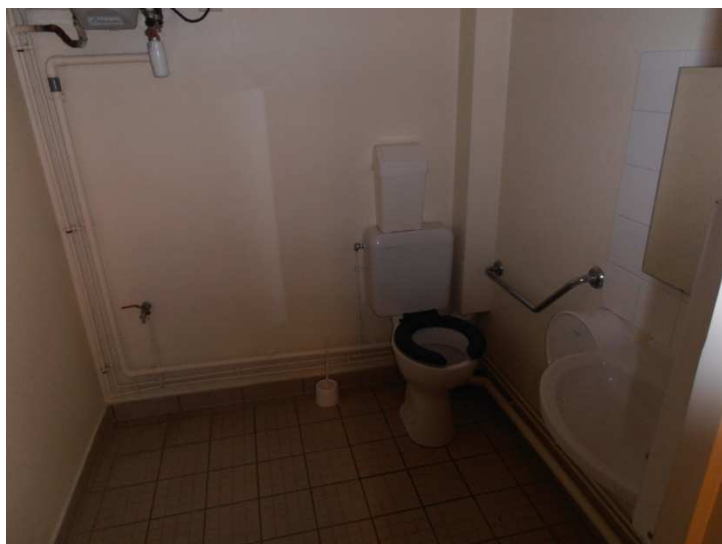


Figure 47 : Sanitaire cour de récréation (Source : A.Follain)

Rien n'est à déplorer dans cet item, mise à part l'absence d'une seconde barre d'appui.

Sanitaires 1^{er} étage



Figure 48 : Sanitaires 1er étage (Source : A.Follain)

Au premier étage, des sanitaires sont disponibles mais rien n'est fait pour permettre l'accès aux Personnes à Mobilité Réduite. Nous trouvons ici dans le cas de sanitaires non séparés par sexe, un seul sanitaire adapté est demandé.

Bilan du diagnostic

Afin de simplifier la lecture de ce document et de mieux apprécier le niveau d'accessibilité de chacun des éléments vu

précédemment, un schéma a été réalisé sur une base d'un code couleur de trois niveaux.

Concernant les 8 points étudiés :

- Le point 1 correspond à l'entrée et répond à plus de 50% des normes
- Le point 2 correspond au cheminement extérieur entre les deux écoles et répond à moins de 25% des normes
- Le point 3 correspond au cheminement extérieur par la salle de musique correspond à 25 à 50% des normes
- Le point 4 correspond à l'accès entre le réfectoire de l'école maternelle et celui de l'école primaire et répond à moins de 25% des normes
- Le point 5 correspond aux escaliers et répond à plus de 50% des normes
- Le point 6 correspond à l'ascenseur et répond à moins de 25% des normes (absence de ce dernier)
- Le point 7 correspond aux sanitaires de la cour de récréation et répond à plus de 50% des normes
- Le point 8 correspond aux sanitaires du 1^{er} étage et répond à moins de 25% des normes

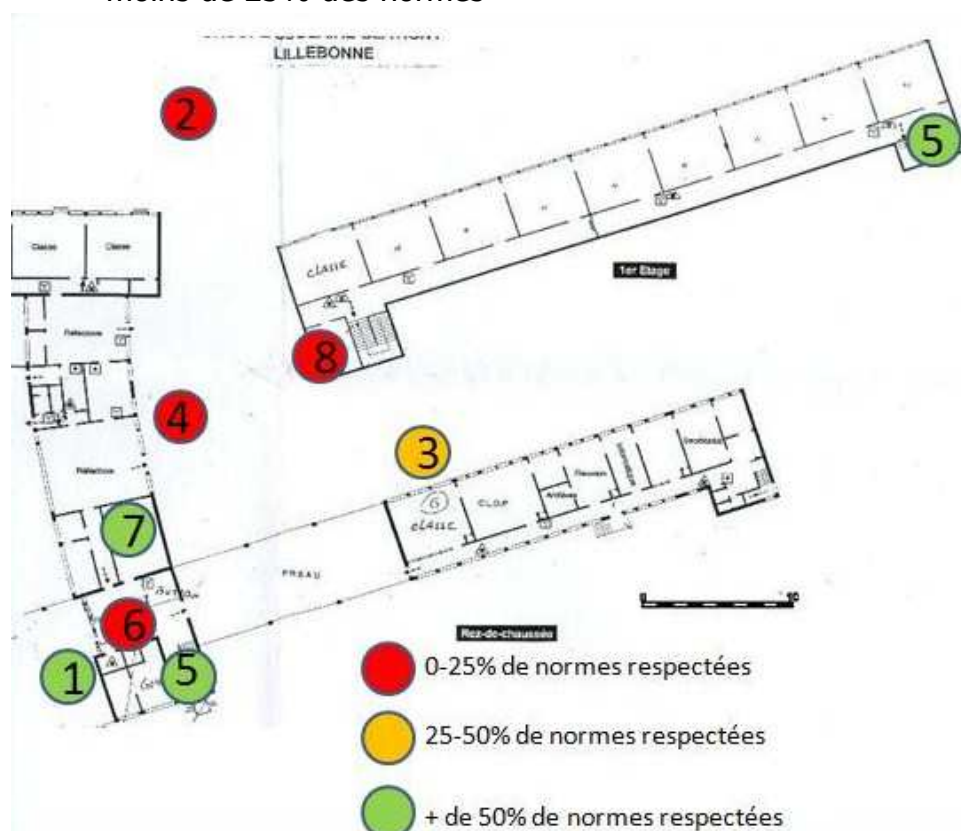


Figure 49 : Bilan du diagnostic dans le cas de l'école primaire (Source : A.Follain)

3. Etude de cas : préconisations concernant le complexe scolaire Albert Glatigny

Les propositions d'aménagement concernant les différents points traités seront faites sous forme de fiches pour en simplifier la lecture et la compréhension par tous. Il s'agit ici d'améliorer au maximum l'existant et de ne proposer des créations d'équipement que dans le cas où une amélioration est impossible.

Toutes les fiches se présentent sous la même forme :

- Rappel du point étudié et de sa position
- Rappel des points négatifs observés
- Propositions d'aménagement

3.1. Accès au complexe scolaire

Propositions d'aménagement pour les accès au complexe scolaire

Rappel de la position des zones dangereuses :

DEPLACEMENT VERS LE COMPLEXE SCOLAIRE A. GLATIGNY A
PIED ET EN VEHICULE MOTORISE

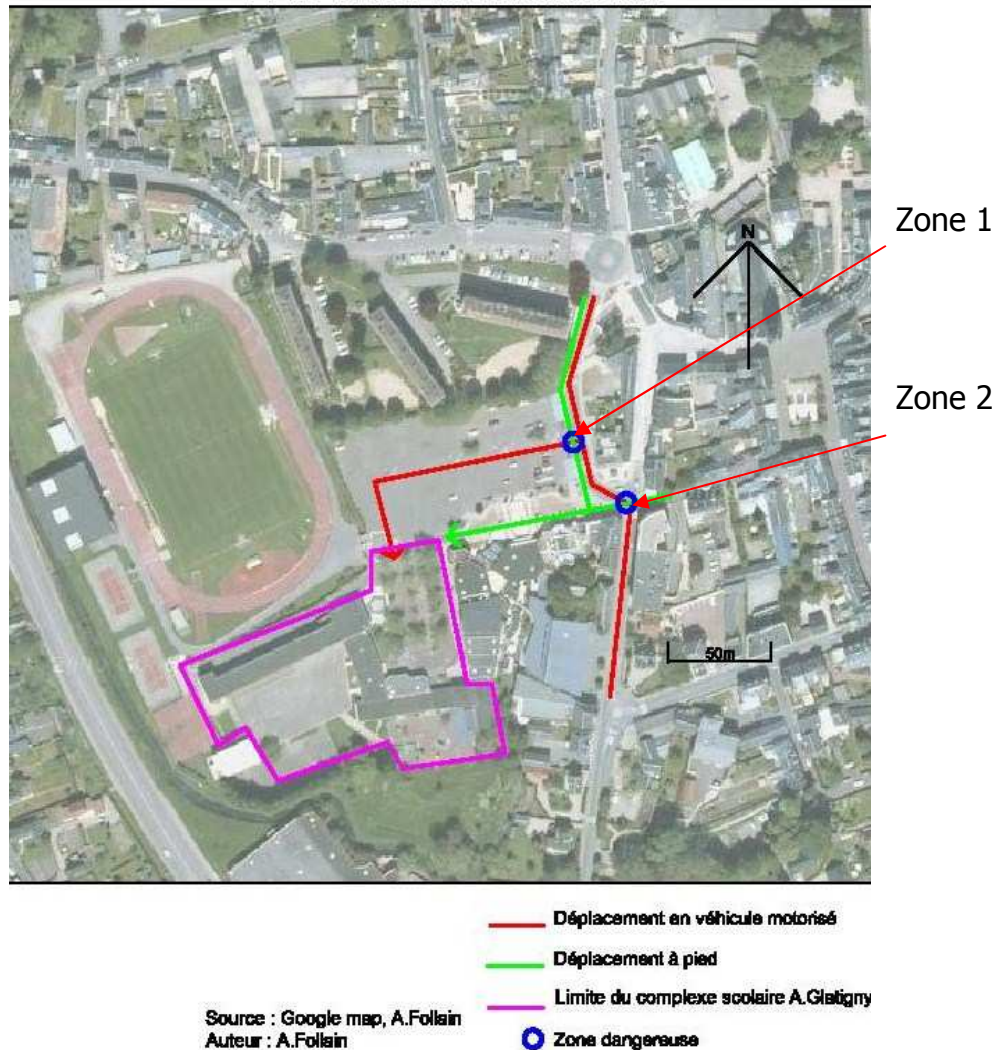


Figure 50 : Rappel de la position des carrefours dangereux (Source : A.Follain)

Rappel des points négatifs observés Zone 1:

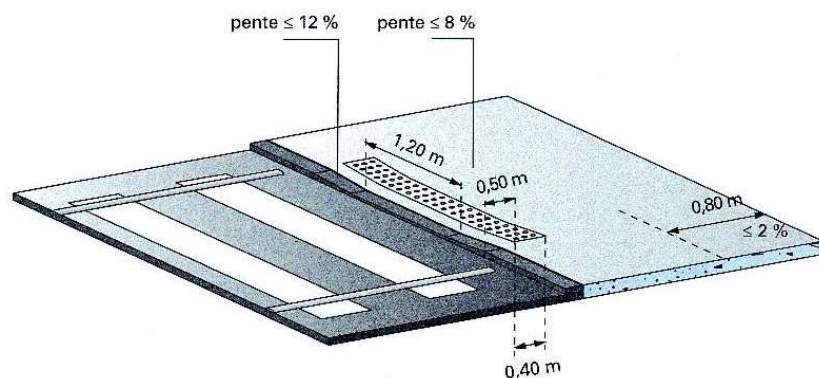
- Aucun aménagement (traversée de la chaussée devant un stop)
- Absence d'un panneau routier indiquant le complexe scolaire

Rappel des points négatifs observés Zone 2:

- Aménagement classique non-adapté aux Personne à Mobilité Réduite

Propositions d'aménagement :

- Zone 1 : mise en place d'une zone protégée conforme au schéma suivant et d'un panneau routier indiquant le complexe scolaire
- Zone 2 : mise en place d'une zone protégée conforme au schéma suivant
- Zone 2 : déplacement des poteaux et barrières devant le passage piéton
- Zone 2 : mise en place d'un employé municipal assurant la sécurité de la traversée aux horaires d'ouverture et de fermeture du complexe scolaire



**Figure 51 : Passage piéton accessible aux Personnes à Mobilité Réduite
(Source : Concevoir des espaces accessibles à tous)**

3.2. Le parking

Propositions d'aménagement du parking

Rappel des points négatifs observés :

- Différence de niveau importante sur l'enrobé bitumineux
- Manque de visibilité du marquage au sol
- Absence d'indication de direction à la sortie de la place réservée aux Personnes à Mobilité Réduite
- Absence de raccord sans ressaut en face de la place réservée aux Personnes à Mobilité Réduite
- Absence d'un éclairage de 50 lux sur cheminement
- Absence d'un éclairage de 20 lux sur l'ensemble du parking

Propositions d'aménagement :

- Destruction des racines soulevant l'enrobé bitumineux
- Destruction de l'enrobé bitumineux actuel et mise en place d'un nouveau revêtement de sol en béton bitumineux drainant (plus résistant à la pluie) avec un marquage au sol plus visible
- Mise en place d'un bateau au droit de la place réservée aux Personnes à Mobilité Réduite



Figure 52 : Image d'un bateau sur un trottoir (Source :<http://www.saintbrice95.fr/media/media877325.jpg>)

- Mise en place d'un cheminement tactile à partir de la place réservée PMR jusqu'aux deux entrées

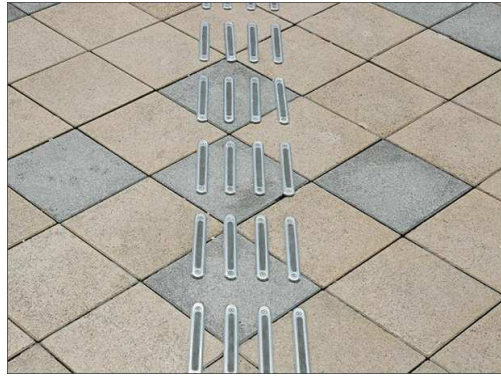


Figure 53 : Image d'un cheminement tactile (Source : http://www.ceciaa.com/img_pages/Images_Acceciaa/bandes_de_guidage/bande_guidage_inox2.jpg)

- Mise en place d'un panneau de direction à partir de la place réservée aux Personnes à Mobilité Réduite

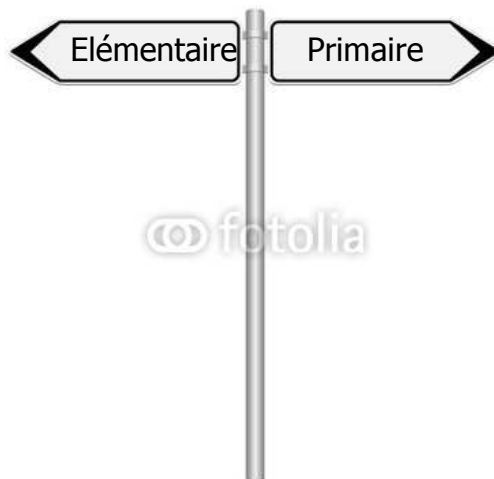


Figure 54 : Image d'un panneau de direction (Source : http://t1.ftcdn.net/jpg/00/24/39/28/400_F_24392844_nVPCZgdWQrImgOLIZD5UTzXgyxUCohq.jpg, modifié : A.Follain)

- Mise en place d'un éclairage de 50lux le long du cheminement tactile
- Mise en place d'un éclairage de 30lux sur le reste des trottoirs

3.3. L'école maternelle

Propositions d'aménagement de l'entrée principale et de l'entrée de substitution

Rappel de la position des deux entrées :

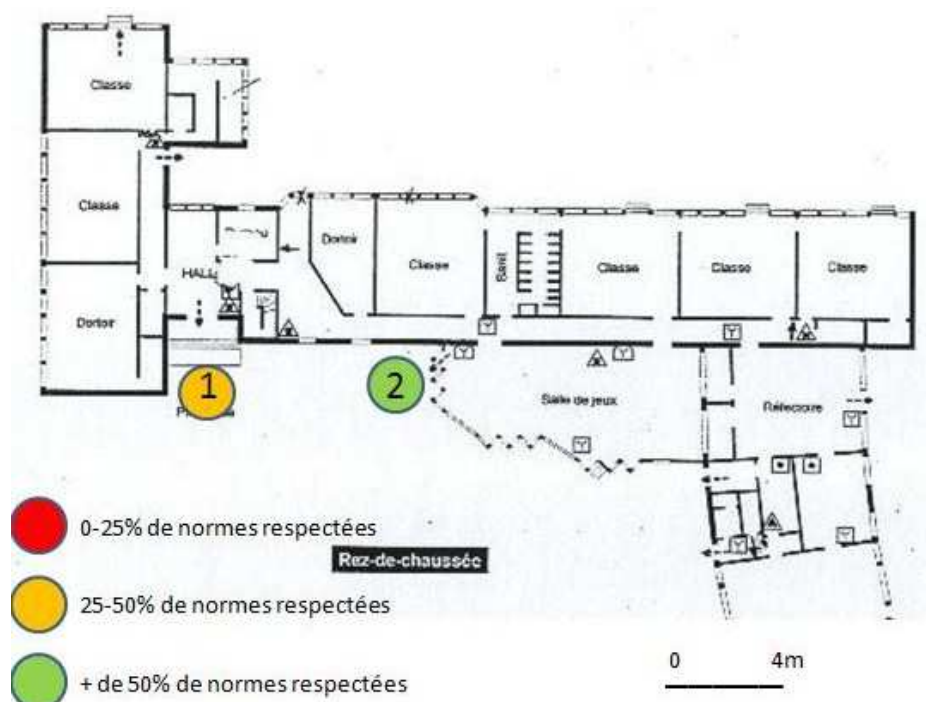


Figure 55 : Bilan du diagnostic (Source : A.Follain)

Entrée principale notée 1

Entrée de substitution notée 2

Rappel des points négatifs observés (entrée principale) :

- Pas de contraste visuel et tactile à 0,50m de la première marche
- Nez de marche pas visuellement contrasté
- Absence de main courante

Rappel des points négatifs observés (entrée de substitution) :

- Largeur de la porte insuffisante
- Main courante présente d'un seul côté
- Absence d'un moyen de signaler sa présence à l'entrée

Propositions d'aménagement (entrée principale) :

- Mise en place d'un nez de marche visuellement et tactilement contrasté du type de la photographie ci-dessous



Figure 56 : Image d'un contraste visuel et tactile en partie haute d'un escalier (Source : <http://www.cfpsaa.fr/local/cache-vignettes/L500xH375/rv-f4-escalier-manque-contraste-0ad3f.png>)

- Nez de marche contrasté par un rainurage dans le matériau existant
- Installation d'une main courante de chaque côté de l'escalier à une hauteur comprise entre 0,80 et 1,00m



Figure 57 : Entrée principale de l'école maternelle (Source : A.Follain)

Propositions d'aménagement (entrée de substitution) :

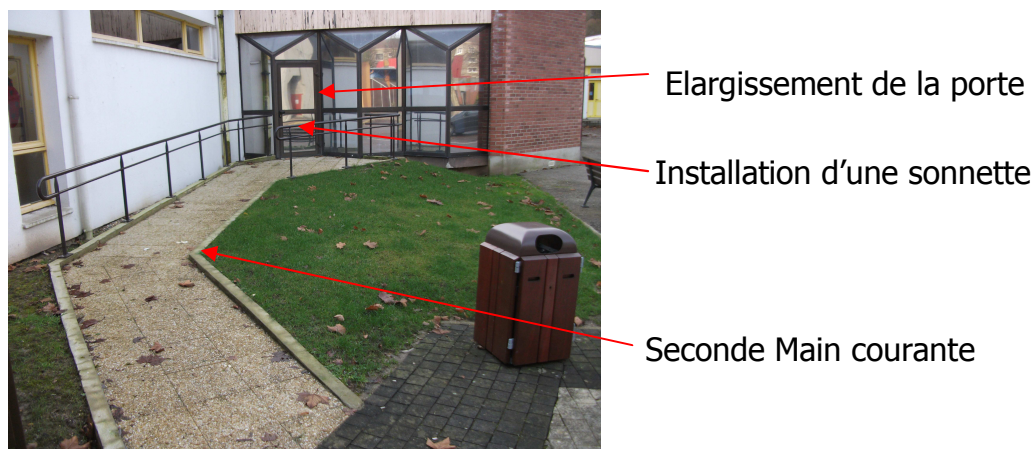


Figure 58 : Entrée de substitution de l'école maternelle (Source : A.Follain)

- Mise en place d'une porte d'une largeur au moins égale à 1,40m
- Main courante à droite du cheminement
- Sonnette reliée aux salles de classe et au bureau de la directrice

Propositions d'aménagement pour l'accès à la cour de récréation

Rappel de la position de l'accès à la cour de récréation :

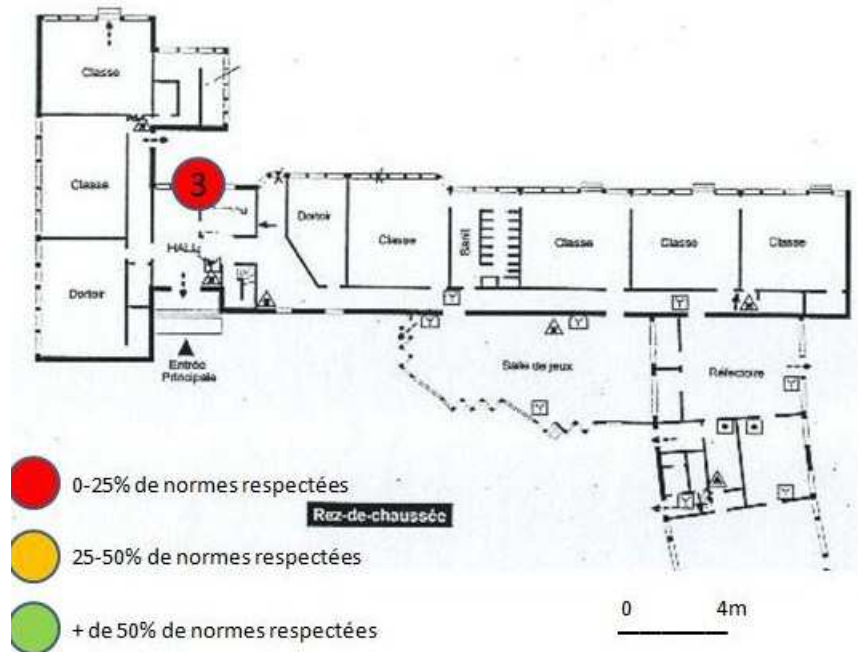


Figure 59 : Rappel de la position de l'accès traité (Source : A.Follain)

Accès à la cour de récréation noté 3

Rappel des points négatifs observés (pente) :

- Largeur de la porte insuffisante
- Pente de 8,06%
- Main courante trop haute

Rappel des points négatifs observés (escalier) :

- Hauteur des mains courantes supérieure à la norme
- Pas de contraste visuel et tactile en partie haute de la première marche
- Hauteur des marches trop importantes
- Nez de marche pas visuellement contrasté

Propositions d'aménagement :

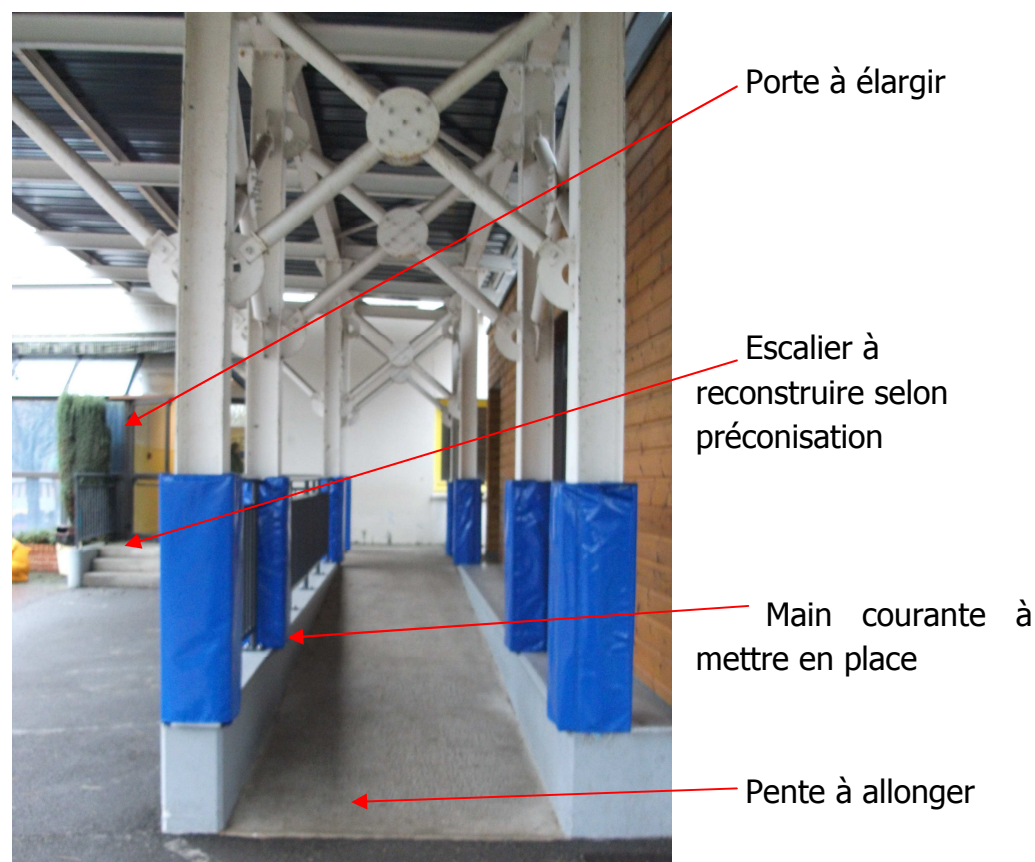


Figure 60 : Photographie de l'accès traité (Source : A.Follain)

- Porte à changer (largeur minimale : 1,40m)
- Allongement de la pente à 20,04m (5,00% donc pas de nécessité d'un palier de repos)
- Mise en place d'une main courante d'un seul côté de la rampe (pour respecter la largeur minimale) à une hauteur comprise entre 0,80 et 1,00m
- Destruction de l'escalier et mise en place d'un nouveau respectant : une hauteur de marche de 16cm maximum, des nez de marche visuellement contrastés par un rainurage, un contraste tactile et visuel à 0,50m de la première marche, une main courante de chaque côté à une hauteur comprise entre 0,80 et 1,00m

Propositions d'aménagement concernant les sanitaires

Rappel de la position des deux blocs sanitaires :

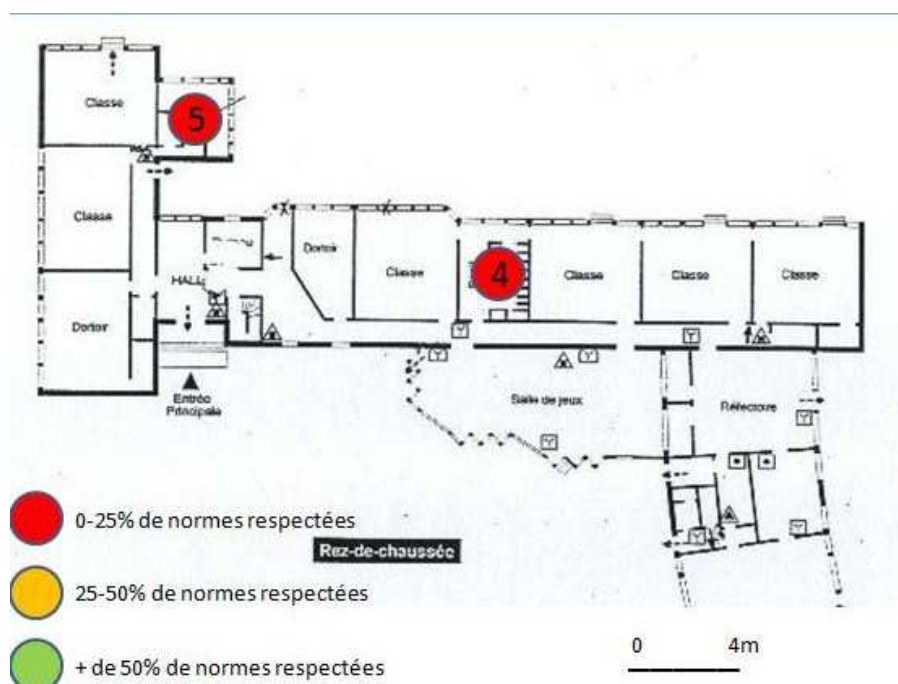


Figure 61 : Rappel de la position des deux sanitaires (Source : A.Follain)

Sanitaires aile droite notés 4

Sanitaires aile gauche notés 5

Rappel des points négatifs observés (dans les deux cas):

- Sanitaires inaccessibles par l'absence d'une zone de dégagement d'un diamètre de 1,50m à l'intérieur et à l'extérieur des WC
- Absence d'équipements de confort facilitant l'accès (barre d'appui, accès au lavabo)



Propositions d'aménagement :

- Mise en place de zones de dégagement à l'intérieur et à l'extérieur des sanitaires en fonction des contraintes induites par la structure du bâtiment
- Mise en place d'un sanitaire adapté dans chaque bloc sanitaire selon le schéma suivant :

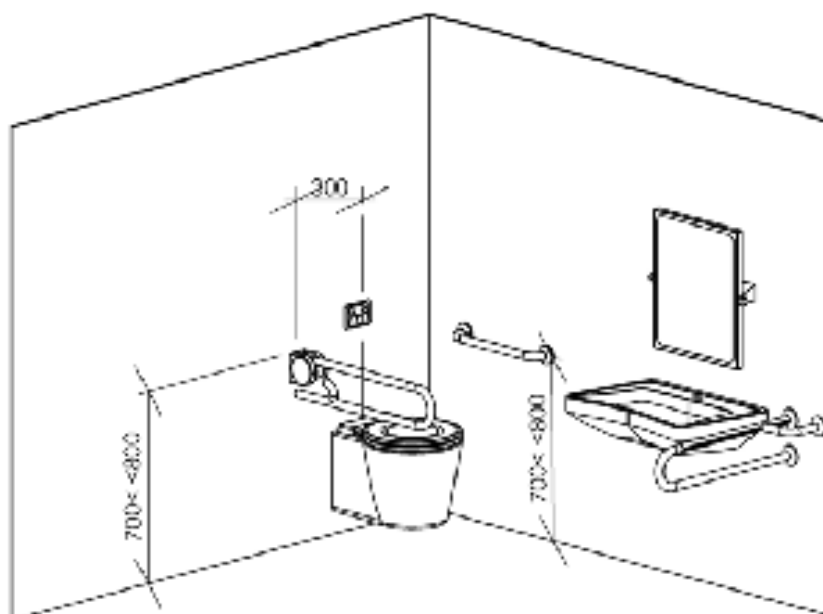


Figure 63 : Schéma d'un sanitaire adapté (Source : http://www.amenagement-pour-handicape.com/image_221.gif)

3.4. L'école primaire

Propositions d'aménagement concernant l'entrée

Rappel de la position de l'entrée:

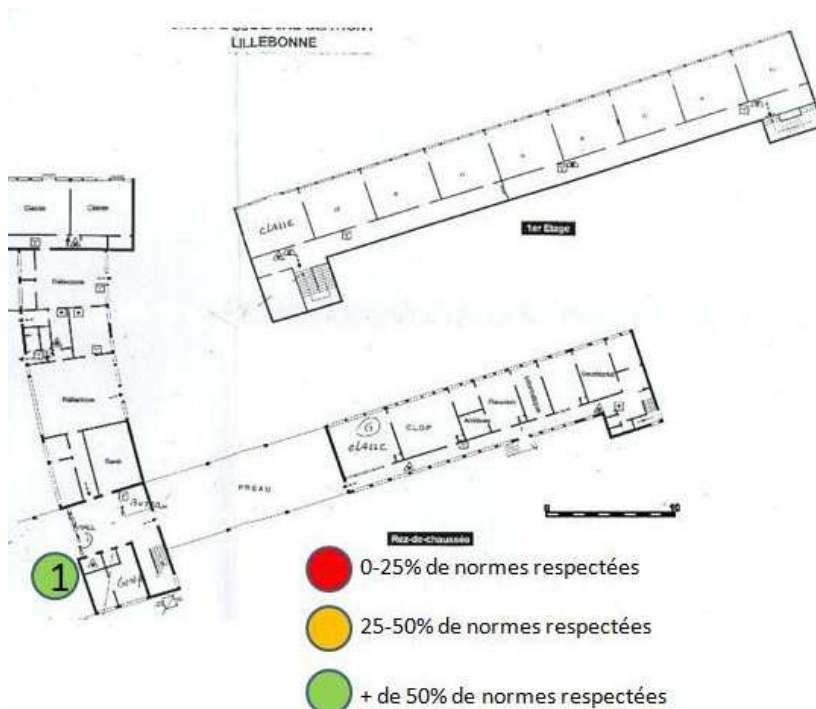


Figure 64 : Rappel de la position de l'entrée étudiée (Source : A.Follain)

Entrée principale notée 1

Rappel des points négatifs observés :

- Absence de main courante sur la rampe
- Pas de contraste visuel et tactile en partie haute à 0,50m de la première marche
- Main courante discontinue sur la marche unique

Propositions d'aménagement :

- Mise en place d'une main courante sur un côté de la rampe pour respecter la largeur minimale
- Mise en place d'un contraste visuel en partie haute de la première marche à 0,50m
- Mise en place d'une main courante pour monter l'unique marche





Figure 67 :
Cheminement entre
les deux écoles
(Source : A.Follain)

Mise en place
d'un raccord sans
ressaut (vu dans
les propositions
pour le parking)

Mise en place d'un béton blanc pour un meilleur confort
d'utilisation et une rupture moins importante avec la verdure

Propositions d'aménagement concernant les accès à la cour de récréation

Rappel de la position des deux accès traités ici :

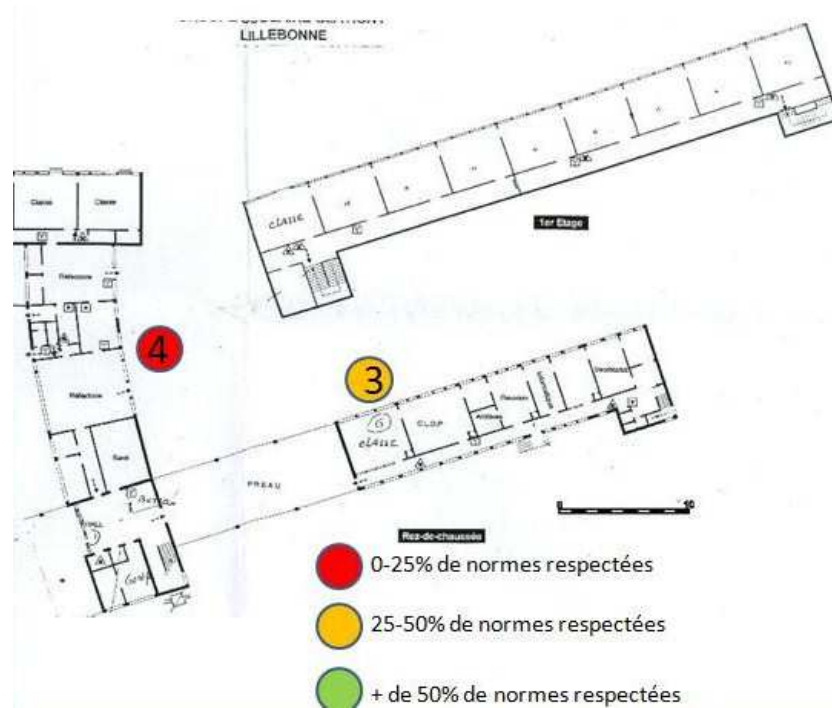


Figure 68 : Rappel de la position des accès traités (Source : A.Follain)

Rampe d'accès par la salle de musique notée 3

Rampe d'accès au réfectoire notée 4

Rappel des points négatifs observés (salle de musique):

- Pente de la rampe d'accès par la salle de musique trop importante
- Absence de main courante sur la rampe de la salle de musique

Rappel des points négatifs observés (accès réfectoire):

- Pente importante pour l'accès au réfectoire (difficilement mesurable)
- Absence de main courante sur ces rampes
- Largeur des portes insuffisantes

Propositions d'aménagement :



Figure 69 : Photographie de la rampe d'accès par la salle de musique (Source : A.Follain)

- Allongement de la rampe à au moins 12 mètres pour respecter les 5% maximum de pente sans palier de repos
- Mise en place de main courante de chaque côté de la rampe



Figure 70 : Photographie des rampes d'accès au réfectoire (Source : A.Follain)

- Favoriser un accès par l'intérieur du bâtiment (le cas à l'heure actuelle) qui est plus facile d'accès
- Accès non-utilisé, à laisser en état (destruction économiquement cher)

Propositions d'aménagement concernant les sanitaires

Rappel de la position des deux points traités ici :

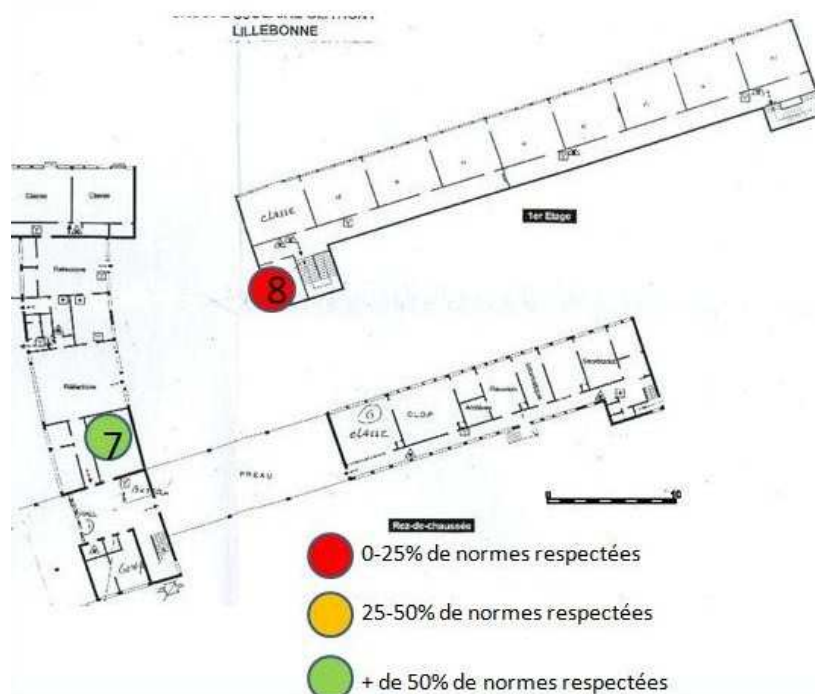


Figure 71 : Rappel de la position des sanitaires (Source : A.Follain)

Sanitaires rez-de-chaussée notés 7

Sanitaires du 1^{er} étage noté 8

Rappel des points négatifs observés :

- Aucun sanitaire adapté disponible au premier étage
- Absence d'une barre d'appui dans le WC réservé aux personnes à mobilité réduite du rez-de-chaussée

Propositions d'aménagement :



Mise en place
d'une barre d'appuis

Figure 72 : Photographie du sanitaire du rez-de-chaussée (Source : A.Follain)

- Mise en place d'un sanitaire adapté au premier étage en mettant en place une zone de dégagement d'un diamètre de 1,50m à l'intérieur et à l'extérieur tout en respectant le schéma suivant

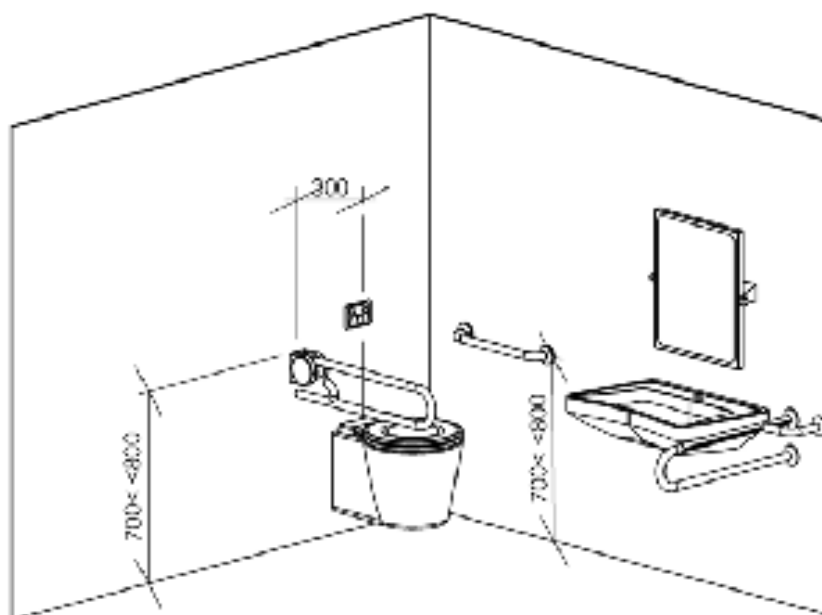


Figure 73 : Schéma d'un sanitaire adapté (Source : http://www.aménagement-pour-handicape.com/image_221.gif)

Propositions d'aménagement concernant l'accès au premier étage

Rappel de la position des accès traités ici :

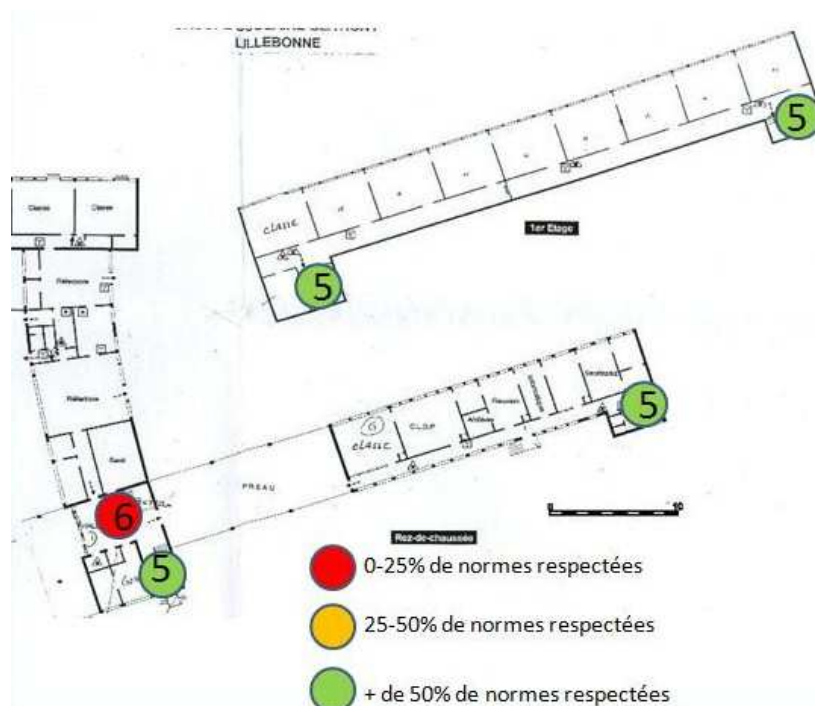


Figure 74 : Rappel de la position des accès traités (Source : A.Follain)

Escaliers notés 5

Ascenseur noté 6

Rappel des points négatifs observés :

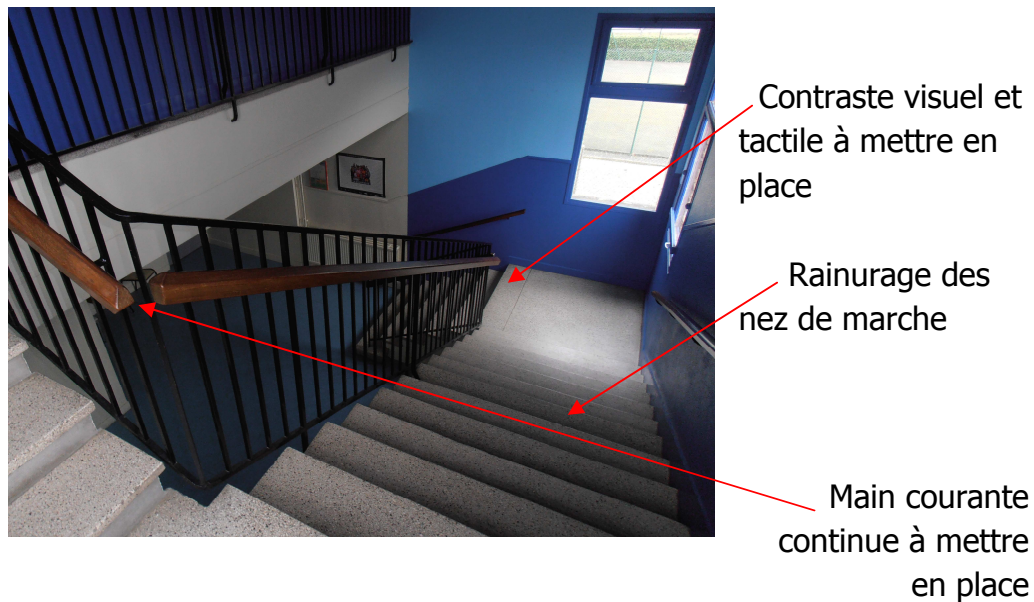
- Nez de marche pas visuellement contrasté
- Absence de contraste visuel et tactile en partie haute des escaliers et au niveau des paliers
- Mains courantes non-continues sur l'escalier
- Absence d'ascenseur

Propositions d'aménagement :

- Mise en place d'un ascenseur au niveau du hall d'entrée de l'école primaire (voir sa position exacte en fonction des contraintes de structure du bâtiment)
- Mise en place de nez de marche visuellement contrastés par un rainurage dans le matériau existant

- Mise en place de mains courantes continues
- Mise en place d'un contraste visuel et tactile en partie haute de l'escalier et au niveau du palier de repos à 0,50m de la marche

Figure 75 : Photographie d'un des escaliers (Source : A.Follain)



Conclusion

La loi du 11 février 2005 offre une vision large de l'accessibilité, en prenant en compte tous les types de handicaps, qu'ils soient définitifs ou temporaires. Le vieillissement de la population est également un facteur important si l'on veut préserver l'autonomie des seniors.

Le complexe scolaire Albert Glatigny souffre à l'heure actuelle de problème d'accessibilité, à la fois ressenti par les utilisateurs mais également par rapport aux normes proposées par la loi de 2005.

Des aménagements techniques permettraient de corriger ces défauts en améliorant la visibilité, l'accessibilité ... Combinés avec le système existant des Auxiliaires de Vie Scolaire (AVS), ces propositions devraient permettre d'améliorer le quotidien des utilisateurs.

Le coût des travaux n'est pas chiffré dans ce PIND. Néanmoins, on peut imaginer la dépense importante pour une commune si elle doit mettre aux normes toutes ses écoles. Ne serait-il pas plus pertinent de favoriser une accessibilité maximale dans une seule école (notamment pour l'ascenseur) avec un déplacement des enfants en situation de handicap vers cette dernière ?

Bibliographie

Auxiliaire de vie scolaire [consulté le 04 04 2012], <http://mimibaby.free.fr>

GOUTTE, Cyril, SAHMI, Nadia, *Concevoir des espaces accessibles à tous* : transports, voirie, habitations 4^e édition, ERP, IOP, lieux de travail, CSTB janvier 2012, 280 p, Accessibilité handicapés

DDT du Doubs [consulté le 01 03 2012], http://www.doubs.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/diaporama_formation_28042008_cle59fdb1.pdf

Home Design [consulté le 01 03 2012], http://www.aménagement-pour-handicape.com/normes__d_accessibilite_220.htm

Legifrance le site public de la diffusion du droit [consulté le 16 05 2012], <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000809647&dateTexte=&categorieLien=id>

Ville de Créteil [consulté le 01 03 2012], <http://www.ville-creteil.fr/PDF/PDF-vm/PDF-urb/Notice%20Access%20ERP.pdf>

Ville de Issy les Moulineaux [consulté le 01 03 2012], http://www.issy.com/index.php/fr/cadre_de_vie/hygiene_securite/la_securite_incendie/la_securite_des_etablissements_recevant_du_public_e_r_p

Ville de Lillebonne [consulté le 01 03 2012], <http://www.commune-lillebonne.fr/>

Index des sigles

AVS : Auxiliaire de Vie Scolaire

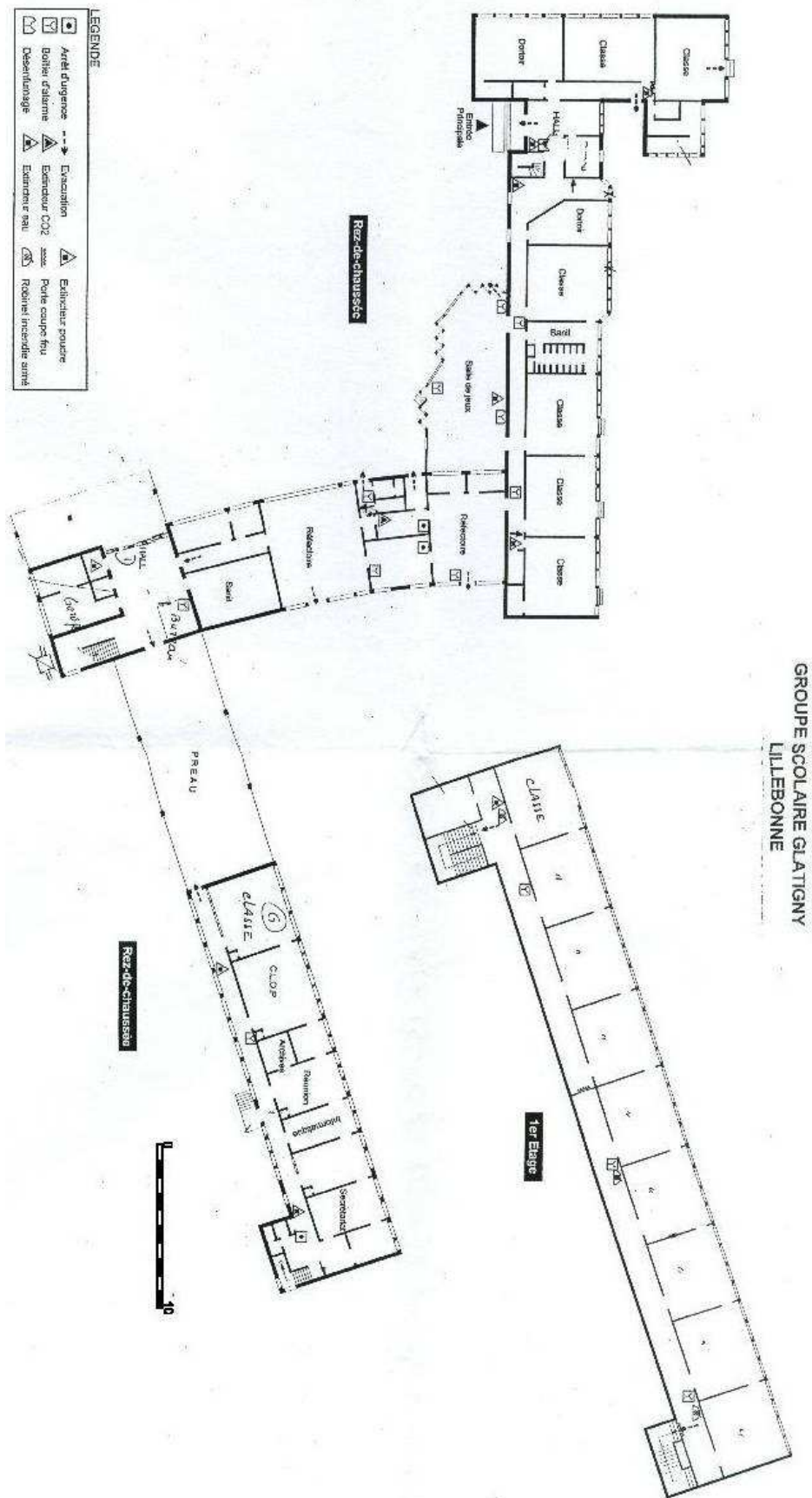
ERP : Etablissement Recevant du Public

PMR : Personne à Mobilité Réduite

Annexes

Annexe 1: Plan de sécurité incendie (Source : Ville de Lillebonne, Modifié : A.Follain).....	78
Annexe 2 : Règle applicables à la zone Uc page 9 (Source : PLU de Lillebonne)	79
Annexe 3 : Règle applicables à la zone Uc page 10 (Source : PLU de Lillebonne)	80
Annexe 4 : Règle applicables à la zone Uc page 11 (Source : PLU de Lillebonne).....	81
Annexe 5 : Règle applicables à la zone Uc page 12 (Source : PLU de Lillebonne).....	82
Annexe 6 : Règle applicables à la zone Uc page 13 (Source : PLU de Lillebonne).....	83
Annexe 7 : Règle applicables à la zone Uc page 14 (Source : PLU de Lillebonne).....	84
Annexe 8 : Règle applicables à la zone Uc page 15 (Source : PLU de Lillebonne).....	85
Annexe 9 : Diagnostic d'un Etablissement Recevant du Public (Source : concevoir des espaces accessibles à tous)	86
Annexe 10 : Diagnostic d'un Etablissement Recevant du Public (Source : concevoir des espaces accessibles à tous)	87
Annexe 11 : Diagnostic d'un Etablissement Recevant du Public (Source : concevoir des espaces accessibles à tous)	88
Annexe 12: Extrait page 20 de la loi 2005-102 (Source : legifrance).....	89
Annexe 13 : Extrait page 21 de la loi 2005-102 (Source : legifrance).....	90
Annexe 14 : Extrait page 22 de la loi 2005-102 (Source : legifrance).....	91
Annexe 15 : Extrait page 23 de la loi 2005-102 (Source : legifrance).....	92
Annexe 16 : Extrait page 24 de la loi 2005-102 (Source : legifrance).....	93
Annexe 17 : Extrait page 25 de la loi 2005-102 (Source : legifrance).....	94

Annexe 1: Plan de sécurité incendie (Source : Ville de Lillebonne, Modifié : A.Follain)



Annexe 2 : Règle applicables à la zone Uc page 9 (Source : PLU de Lillebonne)

CHAPITRE I DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UC

Nota : Des secteurs de protection ou de risques sont repérés aux documents graphiques sous la forme de trames, les réglementations les concernant figurent à la fin de ce règlement.

SECTION I Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Article UC-1 Occupations et utilisations du sol interdites

- 1.1 Les constructions à usage agricole, d'artisanat, d'entrepôt, ou d'industrie sauf celles visées à l'article 2.
- 1.2 Les installations classées sauf celles visées à l'article 2
- 1.3 Le stationnement isolé, de caravanes, de plus de trois mois, sans toutefois interdire l'aménagement de terrains destinés à l'installation de caravanes constituant l'habitat permanent de leur utilisateur.
- 1.4 Les divers modes d'utilisation des sols prévus à l'article R.442.2 du Code de l'Urbanisme, à l'exception des aires de stationnement, des aires de jeux et de sports ouvertes au public, des affouillements et exhaussements de sol nécessaires à l'urbanisation de la zone ou liés aux équipements d'infrastructure ou liés à la lutte contre les inondations.

Article UC-2 Occupations et utilisations du sol soumises à conditions spéciales

Peuvent être autorisées :

- 2.1 Les activités artisanales à condition qu'il n'en résulte pas pour le voisinage de nuisances occasionnées par le bruit, les émanations d'odeurs et la circulation.
- 2.2 Les agrandissements des activités industrielles existantes à condition de ne pas générer d'augmentation des nuisances par rapport à la situation initiale.
- 2.3 Les installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation ou à déclaration, à condition de correspondre aux activités de services nécessaires aux habitants ou aux usagers du quartier.
- 2.4 Les constructions à usage d'activités commerciales à condition d'être compatibles avec le cadre environnant, notamment dans l'importance des volumes bâtis par rapport à l'habitat avoisinant.
- 2.5 Dans cette zone, les projets de démolitions sont soumis à une autorisation préalable

SECTION II Conditions de l'occupation du sol

Article UC-3 Accès et voirie

- 3.1 Accès
 - 3.1.1 Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise la preuve de l'existence d'une servitude de passage suffisante, instituée par un acte authentique ou par voie judiciaire, en application de l'article 682 du Code Civil.
 - 3.1.2 Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui représenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.
 - 3.1.3 Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de telle manière que :
 - la visibilité soit suffisante et la sécurité assurée.
 - l'espace neutralisé sur les voies publiques pour la réalisation des accès soit minimisé.

Annexe 3 : Règle applicables à la zone Uc page 10 (Source : PLU de Lillebonne)

- 3.2 Voirie
- 3.2.1 Les voiries publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et de collecte des déchets ménagers.
- 3.2.2 Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux usages auxquelles elles sont destinées ou aux opérations qu'elles doivent permettre.
- 3.2.3 Les voies ouvertes à la circulation se terminant en impasse ne doivent pas desservir plus de 8 logements individuels.
- Article UC-4 Desserte par les réseaux**
- 4.1 Eau potable
- Toute construction, installation ou lotissement nécessitant une alimentation en eau doit être raccordé au réseau public d'eau potable.
- 4.2 Assainissement eaux usées
- 4.2.1 Toute construction, installation, générant des eaux usées, doit obligatoirement être raccordée aux égouts publics destinés au recueil des eaux domestiques. Le raccordement peut être conditionné à l'obligation d'un traitement préalable
- 4.2.2 Les eaux résiduaires industrielles doivent être évacuées conformément aux dispositions des articles R.111-8 et R.111-12 du Code de l'Urbanisme.
- 4.3 Assainissement eaux pluviales
- 4.3.1 Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux dans le milieu récepteur (fossés, cours d'eau).
- 4.3.2 Lorsque les eaux pluviales sont raccordées au réseau public, celui ci doit être conforme au règlement d'assainissement en vigueur.
- 4.3.3 A l'échelle des opérations d'ensemble, les rejets au réseau ou au milieu naturel ne devront pas être supérieurs à 2l/s/ha lors d'un événement pluviométrique centennal.
Si aucune disposition de gestion des eaux pluviales n'est prévue à l'extérieur de la parcelle, chaque propriétaire devra réaliser les dispositifs nécessaires à la collecte et à l'infiltration des eaux pluviales sur sa propriété.
- 4.4 Autres réseaux
- 4.4.1 Tous travaux de branchement à un réseau d'électricité basse tension, non destinés à desservir une construction ou une installation existante ou autorisée sont interdits.
- 4.4.2 Les branchements aux réseaux de distribution d'électricité, de gaz, de télécommunication, de télédiffusion et de fluides divers sont exigés en souterrain, ou masqués sans survol du domaine public ou privé.
- Article UC-5 Caractéristiques des terrains**
- Il n'est pas fixé de prescriptions particulières
- Article UC-6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques**
- 6.1 Les constructions devront être implantées en limite des voies et emprises publiques.
Lorsque les constructions principales des parcelles contiguës sont implantées en retrait. Dans ce cas, les constructions pourront être implantées en alignement, avec l'une des deux constructions contiguës.
- 6.2 Les agrandissements des constructions existantes qui ne sont pas implantées, conformément à l'article 6.1, pourront, outre les dispositions de cet article, être implantés avec un recul au moins égal à celui de la construction existante.

Annexe 4 : Règle applicables à la zone Uc page 11 (Source : PLU de Lillebonne)

- 6.3 Les agrandissements mesurés des bâtiments existants, les annexes, jointives ou non, de faible importance, et les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif pourront, outre les dispositions de l'article 6.1, être implantés avec un recul au moins égal à la moitié de la hauteur de la construction.

Article UC-7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

- 7.1. A l'intérieur d'une bande de 15 m de largeur comptée à partir de l'alignement :
- 7.1.1 Pour les parcelles de moins de 11 m de façade sur rue, les constructions devront être implantées d'une limite latérale à l'autre
- 7.1.2 Pour les parcelles de plus de 11 m de façade sur rue, les constructions devront être implantées sur au moins une limite latérale. En cas de retrait, celui-ci devra au moins être égal à 3m.
Toutefois, une implantation en retrait par rapport aux deux limites séparatives est autorisée si un des retraits est au moins égal à 14m. Dans ce cas, le retrait opposé devra être au moins égal à 3m.
- 7.1.3 Les agrandissements mesurés des bâtiments existants, les annexes jointives ou non de faible importance, et les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, pourront, outre les dispositions de l'article 7.1.1, être implantés avec un recul au moins égal à la moitié de la hauteur du bâtiment à construire.
- 7.2 Au-delà d'une bande de 15 m de largeur comptée à partir de l'alignement.
- 7.2.1 Les constructions seront implantées avec un recul au moins égal à la moitié de la hauteur du bâtiment à construire avec un minimum de 3 m.
- 7.2.2 Les constructions ou parties de construction n'excédant pas 3m à l'égout ou 5m au faîtage pourront s'implanter en limite.
- 7.2.3 Les agrandissements mesurés des bâtiments existants, les annexes jointives ou non de faible importance, et les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, devront, nonobstant les dispositions de l'article 7.2.1, être implantés avec un recul au moins égal à la moitié de la hauteur du bâtiment à construire.
- 7.3 En outre, pour les parcelles dont une limite séparative est constituée par la rivière, les clôtures et les constructions devront observer un recul minimum de 2m par rapport aux rives.

Article UC-8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les constructions devront être implantées soit jointives soit séparées par une distance au moins égale à la moitié de la moyenne des hauteurs des façades en vis à vis. Toutefois lorsque les façades en vis à vis ne comportent pas de baie, il n'est pas fixé de recul.

Article UC-9 Emprise au sol

L'emprise au sol est la projection au sol des différents niveaux de toute construction, y compris tous débords, (balcons, porches, etc.).

- 9.1 Pour les constructions à usage d'activités commerciales, l'emprise au sol est fixée à 600m² de surface de vente
- 9.2 Pour les autres constructions :
- 9.2.1 Dans le secteur de zone UCa, l'emprise au sol des agrandissements et des constructions jointives de constructions existantes ne peut pas excéder 10 % de l'emprise au sol de la construction existante initiale à la date d'approbation du PLU.
- 9.2.2 Dans le reste de la zone,
- 9.2.2.1 A l'intérieur d'une bande de 15 m de largeur comptée à partir de l'alignement, il n'est pas fixé de prescriptions particulières.
- 9.2.2.2 Au-delà d'une bande de 15 m de largeur comptée à partir de l'alignement, l'emprise au sol, y compris annexes est fixée à un maximum de 50% de la surface de la parcelle ou de l'unité foncière.
Pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, cette valeur de 50% est portée à 60%.

Annexe 5 : Règle applicables à la zone Uc page 12 (Source : PLU de Lillebonne)

Article UC-10 Hauteur des constructions

La hauteur totale d'une construction est la différence de hauteur entre le point le plus haut de la construction et le point le plus haut du terrain naturel au pied de cette construction.
La hauteur à l'égout est la hauteur mesurée à partir du point le plus haut du terrain naturel au droit de la construction jusqu'à l'égout de toiture ou l'acrotère.

- 10.1 Les constructions à usage d'habitation ne devront excéder ni 13 m à l'égout ou à l'acrotère ni 5 niveaux habitables pour l'ensemble de la construction y compris combles éventuels et rez-de-chaussée (R + 3 + C).
La hauteur à l'égout de toitures fixée ci-dessus pourra être dépassée pour la réalisation d'éléments ponctuels d'architecture (lucarnes, lanterneaux, cages d'escaliers, attiques, auvents, ouvrages techniques d'extraction ou de machines d'ascenseur...), sans toutefois excéder la hauteur totale de la construction.
- 10.2 La hauteur maximale des constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif est fixée à 16 m à l'égout ou à l'acrotère.
- 10.3 Les autres constructions ne devront excéder ni 9 m à l'égout ou à l'acrotère ni 12 m de hauteur totale.
- 10.4 Les agrandissements des bâtiments existants d'une hauteur supérieure aux maxima fixés aux articles 10.1, 10.2 et 10.3 pourront présenter des hauteurs supérieures à ces valeurs sans toutefois excéder la hauteur (totale et à l'égout) de la construction initiale.
- 10.5 Le niveau fini du rez-de-chaussée des constructions ne devra pas excéder 0,30 m au-dessus du terrain naturel avant travaux, au droit de la construction au point le plus haut du terrain naturel pour les terrains en pente. Pour les terrains plats, la cote du rez-de-chaussée n'excèdera pas 0,50 m au-dessus du terrain naturel en tout point du périmètre de la construction.
- 10.6 Dans le cas de constructions implantées à l'alignement, la différence de niveau avec les constructions à l'alignement, situées de part et d'autre, sera au plus égal à un étage droit.

Article UC-11 Aspect extérieur

Généralités :

- 11.1 Toutes constructions ou installations qui, par leur situation, leur dimension ou leur aspect extérieur sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, du site ou du paysage naturel ou urbain, sont interdites.
- 11.2 L'autorisation de construire pourra n'être accordée que sous réserve de l'observation de prescriptions visant à rendre compatibles les projets avec les critères énoncés en 11.1.

Façades :

- 11.3 Les enduits imitant des matériaux, tels que faux moellons, fausses briques, imitations peintes de pans de bois et faux marbre sont interdits.
- 11.4 L'emploi en parement extérieur de matériaux destinés à être revêtus, est interdit. L'emploi de bardages métalliques à ondes (ondes courbes ou en angles) est interdit, sauf pour des surfaces réduites dans le cas de volonté d'une expression architecturale. Cette interdiction ne vise pas les bardages plans.
- 11.5 Les enduits seront de type teintés dans la masse et de finition grattée ou lissée. Les enduits cimentés seront peints. Les tons seront choisis dans les tonalités de matériaux naturels.
- 11.6 Les peintures de ton "criard" sont interdites. Des teintes vives sont autorisées sur une surface réduite, en vue de souligner des éléments de détail d'architecture : modénature, corniche, bandeau, etc...
- 11.7 Les façades brique des constructions existantes devront être conservées. La réalisation d'enduit et de peinture sur une façade brique est interdite.

Annexe 6 : Règle applicables à la zone Uc page 13 (Source : PLU de Lillebonne)

- 11.8 Dans le cas de modification des ouvertures existantes, leurs proportions plus hautes que larges et leurs dispositions sur un même axe vertical entre les différents étages devront être respectées.

Toitures :

- 11.9 Les toitures à versants présenteront un débord minimum de 30 cm (en long pan et en pignon) et une pente minimale de 40° pour les constructions à rez de chaussée seul et 35° pour les hauteurs supérieures.
- 11.9.1 Pour les agrandissements des constructions principales et les annexes jointives, une toiture monopente est autorisée lorsque leur importance permet la réalisation d'une pente de couverture d'une valeur proche de celle de la construction principale et au moins égale à 30°.
- 11.9.2 Pour les annexes de faible volume, les toitures terrasses et monopentes peuvent être autorisées à condition de ne pas être visibles des voies publiques et de ne pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants.
- 11.10 Les dispositions de l'article 11.9 ne s'appliquent pas en vue de permettre :
- l'expression d'une recherche architecturale de qualité,
 - la construction de bâtiments dont l'importance ou la configuration n'est pas adaptée à l'utilisation d'une toiture à forte pente à versants,
- sous réserve de présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants.

Couvertures :

- 11.11 Les couvertures seront réalisées en matériaux de teinte ardoise ou tuile naturelle. Les matériaux de couverture visés ci-dessus auront un aspect d'au minimum 20 éléments au mètre carré.
- 11.12 Les matériaux ondulés métalliques ou plastiques sont interdits.
- 11.13 Les matériaux ondulés à base de liants minéraux et les bacs nervurés sont autorisés à condition de présenter une coloration en harmonie avec le caractère du site avoisinant et dans le cadre d'une recherche architecturale de qualité.
- 11.14 Des matériaux autres que ceux visés ci-dessus peuvent être autorisés en vue de permettre l'expression d'une recherche architecturale de qualité.
- 11.15 Pour les constructions dont l'importance ou la configuration n'est pas adaptée à la réalisation de toiture à forte pente à versants, des matériaux autres pourront être autorisés. Toutefois lorsque l'utilisation de ces matériaux ne relève pas d'une recherche architecturale de qualité, mais répondent à des seuls critères fonctionnels, des dispositions constructives seront adoptées pour qu'ils ne soient pas visibles des lieux avoisinants.
- 11.16 Les couvertures des constructions en brique sont obligatoirement de teinte ardoise.

Constructions annexes (telles que abris de jardins, garages, resserres ..., toutes dépendances (isolées ou accolées) d'une construction à usage principal d'habitation, d'activités, de services ...) :

- 11.17 Les annexes non jointives doivent être réalisées avec des matériaux en harmonie avec ceux de la construction principale.
- 11.18 Les agrandissements des constructions principales et les annexes jointives doivent être réalisées avec des matériaux identiques à ceux de la construction principale. Des matériaux autres pourront être autorisés en vue de permettre l'expression d'une recherche architecturale de qualité.

Clôture :

- 11.19 La hauteur maximum des clôtures végétales ou en maçonnerie, grilles et grillages est fixée à 2m. Sauf pour les clôtures existantes présentant un intérêt architectural qui pourront être maintenues et prolongées avec les mêmes caractéristiques.

Annexe 7 : Règle applicables à la zone Uc page 14 (Source : PLU de Lillebonne)

- 11.20 Sur rue, les clôtures grillagées de plus de 1,50 m devront obligatoirement être doublées de haies végétales.
- 11.21 Des prescriptions peuvent être édictées en vue d'assurer une harmonisation des clôtures par rapport aux clôtures riveraines, et/ou au sein d'une même propriété en cas de clôtures mixtes
- 11.22 Les haies végétales seront constituées d'essences locales: charmes, noisetiers, hêtres, aubépine, etc... et peuvent être rehaussées d'arbustes à fleurs.
- 11.23 Sur rue, l'utilisation de plaque ciment préfabriquée en clôture est interdite, sauf pour la réalisation d'un soubassement limité à 0,60 m de hauteur maximum. Dans le cas de clôtures existantes présentant un intérêt architectural, elles pourront exceptionnellement être réutilisées, même si leur hauteur est supérieure à 2m.
- 11.24 Les piliers des portails en bloc de béton préfabriqué imitant la pierre sont interdits.

Article UC-12 Stationnement des véhicules

- 12.1 Afin d'assurer, en dehors des voies publiques, le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations, il est exigé :
- 12.1.1 Pour les constructions à usage d'habitat :
- 1 place de stationnement par logement
- 1 emplacement vélo par logement dans un local intégré à la construction
- 12.1.2. Pour les activités artisanales et industrielles :
- 1 place pour 40 m² de SHON pour la partie bureau
- 1 place pour 100 m² de SHON pour la partie stockage et/ou production
Pour les activités de bureaux :
- 1 place pour 40 m² de SHON
Pour les commerces :
- jusqu'à 600 m² de surface de vente, le nombre de place exigible sera déterminé en fonction des besoins liés à l'activité.
- Au delà de 600 m² de surface de vente, il sera exigé 1 place pour 40 m² de surface de vente.
Pour les hôtels :
- 1 place pour 4 chambres
- 12.2 Pour les équipements publics et les services d'intérêt collectif, le nombre de place à réaliser sera déterminé en fonction des besoins liés à la nature de l'activité, avec un minimum d'une place par 200 m² de surface de plancher hors œuvre nette.
- 12.3 Pour les agrandissements, restructurations ou changements d'affectation à usage autre que logement, le nombre de places de stationnement, existant initialement dans la parcelle, sera complété par application des ratios ci-dessus, aux m² de surface de plancher hors œuvre nette créée.
- 12.4 Pour les agrandissements des constructions à usage de logement, il ne sera pas exigé de réalisation de place de stationnement jusqu'à 50 m² de surface de plancher hors œuvre nette supplémentaire.

Article UC-13 Espaces libres et plantations

- 13.1 Les espaces non bâtis de chaque parcelle, les espaces communs et les aires de stationnement devront faire l'objet d'un traitement paysager et ne peuvent être occupés même à titre provisoire par des dépôts.
- 13.2 Les espaces verts des opérations de construction de logements (en groupé, lotissement ou diffus) doivent représenter au moins 20% de la superficie de l'unité foncière.

Dans le cas d'opération d'ensemble (groupé et lotissement) le minimum de 20% d'espaces vert sera calculé en additionnant les espaces verts collectifs et privés.
- 13.3 Le respect des plantations existantes est impératif. Toutefois, lorsque l'abattage d'arbres est nécessaire, celui-ci sera autorisé sous réserve du remplacement par une plantation de valeur minimum équivalente.

Annexe 8 : Règle applicables à la zone Uc page 15 (Source : PLU de Lillebonne)

- 13.4 Les haies végétales devront être réalisées avec des essences locales telles que : charme, châtaignier, érable champêtre, aulne glutineux, houx, noisetier, cornouiller mâle, ou essences similaires.
- 13.5 Les opérations de construction de logements doivent faire l'objet de plantations à raison d'un arbre de tige par fraction de 200m² de superficie d'unité foncière.
- 13.6 Les parcs de stationnement de surface (ouverts ou non au public) doivent faire l'objet de plantation à raison d'un arbre de tige pour 4 places.
- 13.7 Les espaces boisés classés figurant aux documents graphiques sont soumis aux dispositions des articles L130-1 et suivants du code de l'urbanisme.

SECTION III - Possibilités maximales d'occupation du sol

Article UC-14 Coefficient d'occupation du sol

- 14.1 Pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, le coefficient d'occupation du sol maximum applicable à la zone est de 1,5.
- 14.2 Pour l'agrandissement des constructions à usage d'habitation existantes à la date d'approbation du P.L.U., il n'est pas fixé de C.O.S. jusqu'à obtention d'une superficie de 200 m² hors œuvre nette quelle que soit la superficie du terrain. Au-delà le C.O.S. applicable est de 1.
- 14.3 Pour les autres constructions :
 - il n'est pas fixé de coefficient d'occupation des sols maximum dans le secteur de zone UCa.
 - le coefficient d'occupation du sol maximum applicable est de 1 dans le reste de la zone.

Annexe 9 : Diagnostic d'un Etablissement Recevant du Public (Source : concevoir des espaces accessibles à tous)

	Règles applicables aux ERP neufs	Règles atténuées applicables aux ERP existants ou absence d'exigences
1. Cheminements extérieurs		
Pentes	≤ 5 %	≤ 6 %
	≤ 8 % sur 2 m	≤ 10 % sur 2 m
	≤ 10 % sur 0,50 m	≤ 12 % sur 0,50 m
Palier de repos	Si pente > 4 %	Si pente > 5 %
Ressauts successifs	Tolérés si écart entre deux ressauts ≥ 2,50 m	Tolérés si écart entre deux ressauts ≥ 2,50 m et paliers de repos intermédiaires
Largeur cheminement courant	≥ 1,40 m	≥ 1,20 m
Rétrécissement ponctuel	≥ 1,20 m	≥ 0,90 m
Dévers	≤ 2 %	≤ 3 %
Escaliers de moins de trois marches	<ul style="list-style-type: none"> – Contraste visuel et tactile en partie haute de l'escalier à 0,50 m de la première marche – Première et dernière marches pourvues d'une contremarche ≥ 0,10 m – Nez de marche visuellement contrastés, non glissants et sans débord excessif par rapport à la contremarche (≤ 10 mm) 	Idem
Escaliers de trois marches ou plus	<ul style="list-style-type: none"> – Main courante de chaque côté hauteur ≥ 0,80 m et ≤ 1,00 m – Largeur entre mains courantes ≥ 1,20 m – Contraste visuel et tactile en partie haute de l'escalier à 0,50 m de la première marche – Hauteur de marche ≤ 16 cm et giron ≥ 28 cm – Première et dernière marches pourvues d'une contremarche ≥ 0,10 m – Nez de marche visuellement contrastés, non glissants et sans débord excessif par rapport à la contremarche (≤ 10 mm) 	Idem à l'exception du débord de marche qui peut subsister

Annexe 10 : Diagnostic d'un Etablissement Recevant du Public (Source : concevoir des espaces accessibles à tous)

	Règles applicables aux ERP neufs	Règles atténuées applicables aux ERP existants ou absence d'exigences
2. Stationnement		
Localisation	Situé à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, ou de l'ascenseur	Aucune obligation
Caractéristiques dimensionnelles	Espace horizontal au dévers près ($\leq 2\%$)	Espace horizontal au dévers près ($\leq 3\%$)
	Cheminement horizontal sur $\geq 1,40$ m à partir de la place adaptée	Non obligatoire
3. Escaliers		
En l'absence de travaux ayant pour objet de changer les caractéristiques dimensionnelles des escaliers, celles-ci peuvent être conservées.		
Largeur entre mains courantes	Largeur $\geq 1,20$ m	Largeur ≥ 1 m
Caractéristiques des marches	Hauteur des marches ≤ 16 cm	Hauteur des marches ≤ 17 cm
Sécurité d'usage	Contrastes visuel et tactile en haut de l'escalier (à 0,50 m de la première marche) Première et dernière marches munies d'une contremarche : – contrastée par rapport à la marche – 10 cm minimum de hauteur depuis le plancher ou la marche inférieure Nez de marches : – de couleur contrastée – non glissants – sans débord excessif (≤ 10 mm) – éclairage ≥ 150 lux	Idem à l'exception du débord de marche
Mains courantes	Main courante de chaque côté	Une seule main courante exigée si le fait d'en installer une de chaque côté réduit la largeur de passage à < 1 m
4. Ascenseurs		
Obligation de mise en place	Si ≥ 50 personnes (100 en établissement d'enseignement) aux étages supérieurs ou inférieurs ou si ≤ 50 personnes (100 en établissement d'enseignement) mais prestations non offertes au rez-de-chaussée	Pour les établissements de 5 ^e catégorie uniquement : – le seuil de 50 personnes est porté à 100 personnes que l'on soit ou non en établissement d'enseignement ou – si ≤ 100 personnes mais prestations non offertes au rez-de-chaussée Pour les établissements de 4 ^e catégorie les conditions de mise en place d'un ascenseur sont les mêmes que pour les ERP neufs.

Annexe 11 : Diagnostic d'un Etablissement Recevant du Public (Source : concevoir des espaces accessibles à tous)

	Règles applicables aux ERP neufs	Règles atténuées applicables aux ERP existants ou absence d'exigences
5. Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques		
Mains courantes	Accompagnent le déplacement Dépassent d'au moins 0,30 m le départ et l'arrivée	Idem à l'exception du dépassement d'au moins 0,30 m
Indication d'arrivée sur partie fixe	Signal tactile ou sonore indiquant l'arrivée sur la partie fixe	Aucune obligation
Commande d'arrêt d'urgence	La commande d'arrêt d'urgence est facilement repérable, accessible et manœuvrable en position assis ou debout	Aucune obligation
6. Portes, portiques et sas		
Locaux ≤ 100 personnes	Portes ≥ 0,90 m	Portes ≥ 0,80 m
Eloignement de l'extrémité des poignées de portes par rapport à un angle rentrant ou à un obstacle	> 0,40 m	Aucune obligation
Portes des chambres non adaptées d'hôtels ou d'ERP comportant des locaux à sommeil	Portes ≥ 0,90 m	Portes ≥ 0,80 m Toutes portes desservant chambres adaptées et services de locaux collectifs ≥ 0,90 m
7. Sanitaires		
Si sanitaire séparé par sexe	Sanitaire adapté séparé par sexe	Sanitaire adapté unisexe accessible directement depuis les circulations communes
Espace de manœuvre	Si l'espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour (Ø 1,50 m) est situé à l'extérieur du WC adapté, il doit être situé devant la porte	Si l'espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour (Ø 1,50 m) est situé à l'extérieur du WC adapté, il doit être situé à proximité de la porte mais un espace de manœuvre de porte (2,20 x 1,40 m ou 1,70 x 1,40 m selon le type de porte tirant ou poussant) sera exigé devant la porte en extérieur du WC uniquement

Annexe 12: Extrait page 20 de la loi 2005-102 (Source : legifrance)

LOI n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la cito...

obligations de ces établissements et services, notamment la composition et les qualifications des équipes pluridisciplinaires dont ils doivent disposer. »

III. - L'article L. 344-2 du même code est ainsi rédigé :

« Art. L. 344-2. - Les établissements et services d'aide par le travail accueillent des personnes handicapées dont la commission prévue à l'article L. 146-9 a constaté que les capacités de travail ne leur permettent, momentanément ou durablement, à temps plein ou à temps partiel, ni de travailler dans une entreprise ordinaire ou dans une entreprise adaptée ou pour le compte d'un centre de distribution de travail à domicile, ni d'exercer une activité professionnelle indépendante. Ils leur offrent des possibilités d'activités diverses à caractère professionnel, ainsi qu'un soutien médico-social et éducatif, en vue de favoriser leur épanouissement personnel et social. »

IV. - Après l'article L. 344-2 du même code, sont insérés cinq articles L. 344-2-1 à L. 344-2-5 ainsi rédigés :

« Art. L. 344-2-1. - Les établissements et services d'aide par le travail mettent en oeuvre ou favorisent l'accès à des actions d'entretien des connaissances, de maintien des acquis scolaires et de formation professionnelle, ainsi que des actions éducatives d'accès à l'autonomie et d'implication dans la vie sociale, au bénéfice des personnes handicapées qu'ils accueillent, dans des conditions fixées par décret.

« Les modalités de validation des acquis de l'expérience de ces personnes sont fixées par décret.

« Art. L. 344-2-2. - Les personnes handicapées admises dans les établissements et services d'aide par le travail bénéficient d'un droit à congés dont les modalités d'organisation sont fixées par décret.

« Art. L. 344-2-3. - Sont applicables aux personnes handicapées admises dans les établissements et services visés à l'article L. 344-2 les dispositions de l'article L. 122-28-9 du code du travail relatives au congé de présence parentale.

« Art. L. 344-2-4. - Les personnes handicapées admises dans un établissement ou un service d'aide par le travail peuvent, dans le respect des dispositions de l'article L. 125-3 du code du travail et selon des modalités fixées par voie réglementaire, être mises à disposition d'une entreprise afin d'exercer une activité à l'extérieur de l'établissement ou du service auquel elles demeurent rattachées.

« Art. L. 344-2-5. - Lorsqu'une personne handicapée accueillie dans un établissement ou un service d'aide par le travail conclut un des contrats de travail prévus aux articles L. 122-2, L. 322-4-7 et L. 322-4-8 du code du travail, elle peut bénéficier, avec son accord ou celui de son représentant, d'une convention passée entre l'établissement ou le service d'aide par le travail, son employeur et éventuellement le service d'accompagnement à la vie sociale. Cette convention précise les modalités de l'aide apportée par l'établissement ou le service d'aide par le travail et éventuellement le service d'accompagnement à la vie sociale au travailleur handicapé et à son employeur pendant la durée du contrat de travail dans la limite d'une durée maximale d'un an renouvelable deux fois pour cette même durée.

« En cas de rupture de ce contrat de travail ou lorsqu'elle n'est pas définitivement recrutée par l'employeur au terme de celui-ci, la personne handicapée est réintégrée de plein droit dans l'établissement ou le service d'aide par le travail d'origine ou, à défaut, dans un autre établissement ou service d'aide par le travail avec lequel un accord a été conclu à cet effet. La convention mentionnée au précédent alinéa prévoit également les modalités de cette réintégration. »

Article 40

Après la section 5 du chapitre III du titre Ier du livre III du code de l'action sociale et des familles, il est inséré une section 5 bis ainsi rédigée :

« Section 5 bis

« Dispositions relatives à l'organisation du travail

« Art. L. 313-23-1. - Nonobstant les dispositions des articles L. 212-1 et L. 220-1 du code du travail, un accord collectif de travail peut prévoir que, dans les établissements et services visés aux 2°, 3°, 5°, 7° et, le cas échéant, 12° du I de l'article L. 312-1 du présent code qui hébergent des personnes handicapées, l'amplitude des journées de travail des salariés chargés d'accompagner les résidents peut atteindre quinze heures, sans que leur durée quotidienne de travail effectif excède douze heures. Cet accord fixe également les contreparties minimales dont bénéficient les salariés concernés, notamment sous forme de périodes équivalentes de repos compensateur.

« A défaut d'accord, un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles il est possible de déroger à l'amplitude des journées de travail dans les limites fixées au premier alinéa et les contreparties minimales afférentes.

« Art. L. 313-23-2. - Nonobstant les dispositions de l'article L. 212-1 du code du travail, la durée quotidienne de travail effectif des salariés chargés d'accompagner les personnes handicapées accueillies dans les établissements et services visés aux 2°, 3°, 5°, 7° et, le cas échéant, 12° du I de l'article L. 312-1 du présent code peut excéder douze heures lorsque cela est justifié par l'organisation des transferts et sorties de ces personnes et si une convention de branche, un accord professionnel ou un accord d'entreprise ou d'établissement le prévoit. »

Chapitre III : Cadre bâti, transports et nouvelles technologies

Article 41

www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT00000809647&dateTexte=&categorie...

20

Annexe 13 : Extrait page 21 de la loi 2005-102 (Source : legifrance)

LOI n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté.

I. - L'article L. 111-7 du code de la construction et de l'habitation est remplacé par cinq articles L. 111-7 à L. 111-7-4 ainsi rédigés :

« Art. L. 111-7. - Les dispositions architecturales, les aménagements et équipements intérieurs et extérieurs des locaux d'habitation, qu'ils soient la propriété de personnes privées ou publiques, des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des lieux de travail doivent être tels que ces locaux et installations soient accessibles à tous, et notamment aux personnes handicapées, quel que soit le type de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique, dans les cas et selon les conditions déterminés aux articles L. 111-7-1 à L. 111-7-3. Ces dispositions ne sont pas obligatoires pour les propriétaires construisant ou améliorant un logement pour leur propre usage.

« Art. L. 111-7-1. - Des décrets en Conseil d'Etat fixent les modalités relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées prévue à l'article L. 111-7 que doivent respecter les bâtiments ou parties de bâtiments nouveaux. Ils précisent les modalités particulières applicables à la construction de maisons individuelles.

« Les mesures de mise en accessibilité des logements sont évaluées dans un délai de trois ans à compter de la publication de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et une estimation de leur impact financier sur le montant des loyers est réalisée afin d'envisager, si nécessaire, les réponses à apporter à ce phénomène.

« Art. L. 111-7-2. - Des décrets en Conseil d'Etat fixent les modalités relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées prévue à l'article L. 111-7 que doivent respecter les bâtiments ou parties de bâtiments d'habitation existants lorsqu'ils font l'objet de travaux, notamment en fonction de la nature des bâtiments et parties de bâtiments concernés, du type de travaux entrepris ainsi que du rapport entre le coût de ces travaux et la valeur des bâtiments au-delà duquel ces modalités s'appliquent. Ils prévoient dans quelles conditions des dérogations motivées peuvent être autorisées en cas d'impossibilité technique ou de contraintes liées à la préservation du patrimoine architectural, ou lorsqu'il y a disproportion manifeste entre les améliorations apportées et leurs conséquences. Ces décrets sont pris après avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

« En cas de dérogation portant sur un bâtiment appartenant à un propriétaire possédant un parc de logements dont le nombre est supérieur à un seuil fixé par décret en Conseil d'Etat, les personnes handicapées affectées par cette dérogation bénéficient d'un droit à être relogées dans un bâtiment accessible au sens de l'article L. 111-7, dans des conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat susmentionné.

« Art. L. 111-7-3. - Les établissements existants recevant du public doivent être tels que toute personne handicapée puisse y accéder, y circuler et y recevoir les informations qui y sont diffusées, dans les parties ouvertes au public. L'information destinée au public doit être diffusée par des moyens adaptés aux différents handicaps.

« Des décrets en Conseil d'Etat fixent pour ces établissements, par type et par catégorie, les exigences relatives à l'accessibilité prévues à l'article L. 111-7 et aux prestations que ceux-ci doivent fournir aux personnes handicapées. Pour faciliter l'accessibilité, il peut être fait recours aux nouvelles technologies de la communication et à une signalétique adaptée.

« Les établissements recevant du public existants devront répondre à ces exigences dans un délai, fixé par décret en Conseil d'Etat, qui pourra varier par type et catégorie d'établissement, sans excéder dix ans à compter de la publication de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

« Ces décrets, pris après avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées, précisent les dérogations exceptionnelles qui peuvent être accordées aux établissements recevant du public après démonstration de l'impossibilité technique de procéder à la mise en accessibilité ou en raison de contraintes liées à la conservation du patrimoine architectural ou lorsqu'il y a disproportion manifeste entre les améliorations apportées et leurs conséquences.

« Ces dérogations sont accordées après avis conforme de la commission départementale consultative de la protection civile, de la sécurité et de l'accessibilité, et elles s'accompagnent obligatoirement de mesures de substitution pour les établissements recevant du public et remplissant une mission de service public.

« Art. L. 111-7-4. - Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions dans lesquelles, à l'issue de l'achèvement des travaux prévus aux articles L. 111-7-1, L. 111-7-2 et L. 111-7-3 et soumis à permis de construire, le maître d'ouvrage doit fournir à l'autorité qui a délivré ce permis un document attestant de la prise en compte des règles concernant l'accessibilité. Cette attestation est établie par un contrôleur technique visé à l'article L. 111-23 ou par une personne physique ou morale satisfaisant à des critères de compétence et d'indépendance déterminés par ce même décret. Ces dispositions ne s'appliquent pas pour les propriétaires construisant ou améliorant leur logement pour leur propre usage. »

II. - Après l'article L. 111-8-3 du même code, il est inséré un article L. 111-8-3-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 111-8-3-1. - L'autorité administrative peut décider la fermeture d'un établissement recevant du public qui ne répond pas aux prescriptions de l'article L. 111-7-3. »

III. - L'article L. 111-26 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Dans les cas prévus au premier alinéa, le contrôle technique porte également sur le respect des règles relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées. »

IV. - Une collectivité publique ne peut accorder une subvention pour la construction, l'extension ou la transformation du gros oeuvre d'un bâtiment soumis aux dispositions des articles L. 111-7-1, L. 111-7-2 et L. 111-7-3 du code de la construction et de l'habitation que si le maître d'ouvrage a produit un dossier relatif à l'accessibilité. L'autorité ayant accordé une subvention en exige le remboursement si le maître d'ouvrage n'est pas en mesure de lui fournir l'attestation prévue à l'article L. 111-7-4 dudit code.

V. - La formation à l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées est obligatoire dans la formation initiale des architectes et des professionnels du cadre bâti. Un décret en Conseil d'Etat précise les diplômes concernés par cette obligation.

Article 42

ice.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000809647&dateTexte=&categorie...

4

Annexe 14 : Extrait page 22 de la loi 2005-102 (Source : legifrance)

LOI n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la cito...

L'article L. 123-2 du code de la construction et de l'habitation est complété par une phrase ainsi rédigée :
« Ces mesures complémentaires doivent tenir compte des besoins particuliers des personnes handicapées ou à mobilité réduite. »

Article 43

I. - La première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 151-1 du code de la construction et de l'habitation et la première phrase du premier alinéa de l'article L. 460-1 du code de l'urbanisme sont complétées par les mots : « , et en particulier ceux concernant l'accessibilité aux personnes handicapées quel que soit le type de handicap ».

II. - Le code de la construction et de l'habitation est ainsi modifié :

1° A l'article L. 152-1, les « références : L. 111-4, L. 111-7 » sont remplacées par les références : « L. 111-4, L. 111-7 à L. 111-7-4 » ;

2° A l'article L. 152-3, les mots : « à l'article L. 152-4 (2e alinéa) » sont remplacés par les mots : « au premier alinéa de l'article L. 152-4 ».

III. - L'article L. 152-4 du même code est ainsi rédigé :

« Art. L. 152-4. - Est puni d'une amende de 45 000 EUR le fait, pour les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou toute autre personne responsable de l'exécution de travaux, de méconnaître les obligations imposées par les articles L. 111-4, L. 111-7, L. 111-8, L. 111-9, L. 112-17, L. 125-3 et L. 131-4, par les règlements pris pour leur application ou par les autorisations délivrées en conformité avec leurs dispositions. En cas de récidive, la peine est portée à six mois d'emprisonnement et 75 000 EUR d'amende.

« Les peines prévues à l'alinéa précédent sont également applicables :

« 1° En cas d'inexécution, dans les délais prescrits, de tous travaux accessoires d'aménagement ou de démolition imposés par les autorisations mentionnées au premier alinéa ;

« 2° En cas d'inobservation, par les bénéficiaires d'autorisations accordées pour une durée limitée ou à titre précaire, des délais impartis pour le rétablissement des lieux dans leur état antérieur ou la réaffectation du sol à son ancien usage.

« Ainsi qu'il est dit à l'article L. 480-12 du code de l'urbanisme :

« "Sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus fortes prévues aux articles 433-7 et 433-8 du code pénal, quiconque aura mis obstacle à l'exercice du droit de visite prévu à l'article L. 460-1 sera puni d'une amende de 3 750 EUR.

« "En outre, un emprisonnement d'un mois pourra être prononcé.

« Les personnes physiques coupables de l'un des délits prévus au présent article encourrent également la peine complémentaire d'affichage ou de diffusion, par la presse écrite ou par tout moyen de communication audiovisuelle, de la décision prononcée, dans les conditions prévues à l'article 131-35 du code pénal.

« Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal, des infractions aux dispositions de l'article L. 111-7, ainsi que des règlements pris pour son application ou des autorisations délivrées en conformité avec leurs dispositions. Elles encourrent les peines suivantes :

« a) L'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;

« b) La peine complémentaire d'affichage ou de diffusion, par la presse écrite ou par tout moyen de communication audiovisuelle, de la décision prononcée, dans les conditions prévues à l'article 131-35 du même code ;

« c) La peine complémentaire d'interdiction, à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer directement ou indirectement une ou plusieurs activités professionnelles ou sociales, selon les modalités prévues à l'article 131-48 du même code. »

Article 44

A l'article 1391 C du code général des impôts, après les mots : « , organismes d'habitations à loyer modéré », sont insérés les mots : « ou par les sociétés d'économie mixte ayant pour objet statutaire la réalisation ou la gestion de logements ».

Article 45

I. - La chaîne du déplacement, qui comprend le cadre bâti, la voirie, les aménagements des espaces publics, les systèmes de transport et leur intermodalité, est organisée pour permettre son accessibilité dans sa totalité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite.

Dans un délai de dix ans à compter de la date de publication de la présente loi, les services de transport collectif devront être accessibles aux personnes handicapées et à mobilité réduite.

Les autorités compétentes pour l'organisation du transport public au sens de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ou le Syndicat des transports d'Ile-de-France prévu à l'article 1er de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France et, en l'absence d'autorité organisatrice, l'Etat, ainsi que les exploitants des aéroports mentionnés à l'article 1609 quater vices A du code général des impôts et les gestionnaires de gares maritimes dont la liste est fixée par arrêté en fonction de l'importance de leur trafic élaborent un schéma directeur d'accessibilité des services dont ils sont responsables, dans les trois ans à compter de la publication de la présente loi.

Ce schéma fixe la programmation de la mise en accessibilité des services de transport, dans le respect du délai défini au deuxième alinéa, et définit les modalités de l'accessibilité des différents types de transport.

En cas d'impossibilité technique avérée de mise en accessibilité de réseaux existants, des moyens de transport adaptés aux besoins des personnes handicapées ou à mobilité réduite doivent être mis à leur disposition. Ils sont organisés et financés par l'autorité organisatrice de transport normalement

ince.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT00000809647&dateTexte=&categorie...

2

Annexe 15 : Extrait page 23 de la loi 2005-102 (Source : legifrance)

LOI n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la cito...

compétente dans un délai de trois ans. Le coût du transport de substitution pour les usagers handicapés ne doit pas être supérieur au coût du transport public existant.

Les réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés existants ne sont pas soumis au délai prévu au deuxième alinéa, à condition d'élaborer un schéma directeur dans les conditions prévues au troisième alinéa et de mettre en place, dans un délai de trois ans, des transports de substitution répondant aux conditions prévues à l'alinéa précédent.

Dans un délai de trois ans à compter de la publication de la présente loi, les autorités organisatrices de transports publics mettent en place une procédure de dépôt de plainte en matière d'obstacles à la libre circulation des personnes à mobilité réduite.

Un plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics est établi dans chaque commune à l'initiative du maire ou, le cas échéant, du président de l'établissement public de coopération intercommunale. Ce plan fixe notamment les dispositions susceptibles de rendre accessible aux personnes handicapées et à mobilité réduite l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement d'automobiles situées sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale. Ce plan de mise en accessibilité fait partie intégrante du plan de déplacements urbains quand il existe.

L'octroi des aides publiques favorisant le développement des systèmes de transport collectif est subordonné à la prise en compte de l'accessibilité.

II. - Tout matériel roulant acquis lors d'un renouvellement de matériel ou à l'occasion de l'extension des réseaux doit être accessible aux personnes handicapées ou à mobilité réduite. Des décrets préciseront, pour chaque catégorie de matériel, les modalités d'application de cette disposition.

III. - Le premier alinéa de l'article 28 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs est ainsi modifié :

1° Après les mots : « afin de renforcer la cohésion sociale et urbaine », sont insérés les mots : « et d'améliorer l'accessibilité des réseaux de transports publics aux personnes handicapées ou à mobilité réduite » ;

2° Il est complété par deux phrases ainsi rédigées :

« Il comporte également une annexe particulière traitant de l'accessibilité. Cette annexe indique les mesures d'aménagement et d'exploitation à mettre en oeuvre afin d'améliorer l'accessibilité des réseaux de transports publics aux personnes handicapées et à mobilité réduite, ainsi que le calendrier de réalisation correspondant. »

IV. - La loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 précitée est ainsi modifiée :

1° Dans le dernier alinéa de l'article 1er, après le mot : « usager », sont insérés les mots : « , y compris les personnes à mobilité réduite ou souffrant d'un handicap, » ;

2° Le deuxième alinéa de l'article 2 est complété par les mots : « ainsi qu'en faveur de leurs accompagnateurs » ;

3° Dans le deuxième alinéa de l'article 21-3, après les mots : « associations d'usagers des transports collectifs », sont insérés les mots : « et notamment d'associations de personnes handicapées » ;

4° Dans le deuxième alinéa de l'article 22, après les mots : « d'usagers, », sont insérés les mots : « et notamment des représentants d'associations de personnes handicapées » ;

5° Dans le deuxième alinéa de l'article 27-2, après les mots : « associations d'usagers des transports collectifs », sont insérés les mots : « et notamment d'associations de personnes handicapées » ;

6° Dans le deuxième alinéa de l'article 30-2, après les mots : « associations d'usagers des transports collectifs, », sont insérés les mots : « et notamment d'associations de personnes handicapées » ;

7° Au premier alinéa de l'article 28-2, après les mots : « Les représentants des professions et des usagers des transports », sont insérés les mots : « ainsi que des associations représentant des personnes handicapées ou à mobilité réduite ».

V. - Au troisième alinéa de l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation, les mots : « et à favoriser la mixité sociale » sont remplacés par les mots : « , à favoriser la mixité sociale et à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées ».

VI. - Les modalités d'application du présent article sont définies par décret.

Article 46

Après l'article L. 2143-2 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 2143-3 ainsi rédigé :

« Art. L. 2143-3. - Dans les communes de 5 000 habitants et plus, il est créé une commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées composée notamment des représentants de la commune, d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes handicapées.

« Cette commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Elle établit un rapport annuel présenté en conseil municipal et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

« Le rapport présenté au conseil municipal est transmis au représentant de l'Etat dans le département, au président du conseil général, au conseil départemental consultatif des personnes handicapées, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.

« Le maire préside la commission et arrête la liste de ses membres.

« Cette commission organise également un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

« Des communes peuvent créer une commission intercommunale. Celle-ci exerce pour l'ensemble des communes concernées les missions d'une commission communale. Cette commission intercommunale est présidée par l'un des maires des communes, qui arrêtent conjointement la liste de ses membres.

« Lorsque la compétence en matière de transports ou d'aménagement du territoire est exercée au sein d'un établissement public de coopération intercommunale, la commission pour l'accessibilité aux personnes handicapées doit être créée auprès de ce groupement. Elle est alors présidée par le président de l'établissement. La création d'une commission intercommunale est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de transports ou d'aménagement du

france.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT00000809647&dateTexte=&categorie=...

23

Annexe 16 : Extrait page 24 de la loi 2005-102 (Source : legifrance)

LOI n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.
territoire, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants ou plus. »

Article 47

Les services de communication publique en ligne des services de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent doivent être accessibles aux personnes handicapées. L'accessibilité des services de communication publique en ligne concerne l'accès à tout type d'information sous forme numérique quels que soient le moyen d'accès, les contenus et le mode de consultation. Les recommandations internationales pour l'accessibilité de l'internet doivent être appliquées pour les services de communication publique en ligne.
Un décret en Conseil d'Etat fixe les règles relatives à l'accessibilité et précise, par référence aux recommandations établies par l'Agence pour le développement de l'administration électronique, la nature des adaptations à mettre en oeuvre ainsi que les délais de mise en conformité des sites existants, qui ne peuvent excéder trois ans, et les sanctions imposées en cas de non-respect de cette mise en accessibilité. Le décret énonce en outre les modalités de formation des personnels intervenant sur les services de communication publique en ligne.

Article 48

I. - Toute personne physique ou morale qui organise, en les réalisant ou en les faisant réaliser, des activités de vacances avec hébergement d'une durée supérieure à cinq jours destinées spécifiquement à des groupes constitués de personnes handicapées majeures doit bénéficier d'un agrément « Vacances adaptées organisées ». Cet agrément, dont les conditions et les modalités d'attribution et de retrait sont fixées par décret en Conseil d'Etat, est accordé par le préfet de région.
Si ces activités relèvent du champ d'application des articles 1er et 2 de la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages et de séjours, cette personne doit en outre être titulaire de l'autorisation administrative prévue par cette réglementation.
Sont dispensés d'agrément les établissements et services soumis à l'autorisation prévue à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles qui organisent des séjours de vacances pour leurs usagers dans le cadre de leur activité.
II. - Le préfet du département dans le ressort duquel sont réalisées les activités définies au I peut, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, en ordonner la cessation immédiate ou dans le délai nécessaire pour organiser le retour des personnes accueillies, lorsque ces activités sont effectuées sans agrément ou lorsque les conditions exigées par l'agrément ne sont pas respectées. Le contrôle est confié aux inspecteurs des affaires sanitaires et sociales et aux médecins de santé publique de ce département.
III. - Le fait de se livrer à l'activité mentionnée au I sans agrément ou de poursuivre l'organisation d'un séjour auquel il a été mis fin en application du II est puni de 3 750 EUR d'amende. Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal, de l'infraction définie au présent article.
Les peines encourues par les personnes morales sont l'amende, suivant les modalités définies par l'article 131-38 du code pénal, ainsi que les peines prévues aux 2°, 4° et 9° de l'article 131-39 du même code, suivant les modalités prévues par ce même code.

Article 49

Le 4° de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation est complété par une phrase ainsi rédigée :
« Dans les foyers d'hébergement et les foyers de vie destinés aux personnes handicapées mentales, les chambres occupées par ces personnes sont comptabilisées comme autant de logements locatifs sociaux dès lors qu'elles disposent d'un élément de vie indépendante défini par décret. »

Article 50

Les propriétaires bailleurs peuvent passer des conventions avec les établissements ou services spécialisés afin de :
1° Déterminer les modifications nécessaires à apporter aux logements pour les adapter aux différentes formes de handicap de leurs locataires ;
2° Prévoir une collaboration afin d'intégrer notamment les personnes handicapées physiques dans leur logement sur la base d'un projet personnalisé.

Article 51

Après l'article L. 221-1 du code de l'urbanisme, il est inséré un article L. 221-1-1 ainsi rédigé :
« Art. L. 221-1-1. - Les communes et groupements de communes sont tenus d'inscrire dans leurs documents d'urbanisme les réserves foncières correspondant aux équipements prévus par le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale mentionné à l'article L. 312-4 du code de l'action sociale et des familles.
« Des décrets en Conseil d'Etat fixent les modalités d'application du présent article. »

Article 52

I. - Le code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :
1° Le chapitre VI du titre IV du livre Ier est intitulé : « Institutions relatives aux personnes handicapées » ;
2° Il est créé dans ce chapitre une section 1 intitulée : « Consultation des personnes handicapées » et comprenant les articles L. 146-1 et L. 146-2.
II. - Les dispositions du III de l'article 1er de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé sont insérées après le troisième alinéa de l'article L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles.

www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000809647&dateTexte=&categorie=...

24

Annexe 17 : Extrait page 25 de la loi 2005-102 (Source : legifrance)

LOI n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la cito...

III. - L'article 1er de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 précitée est abrogé.

IV. - Les dispositions du 3° du I du présent article sont applicables à Mayotte et dans les Terres australes et antarctiques françaises.

V. - Au deuxième alinéa de l'article L. 146-2 du code de l'action sociale et des familles, les mots : « de la commission départementale de l'éducation spéciale et de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel » sont remplacés par les mots : « de la maison départementale des personnes handicapées prévue à l'article L. 146-3 ».

VI. - A l'avant-dernier alinéa du même article, les mots : « des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel, des commissions départementales de l'éducation spéciale » sont remplacés par les mots : « de la commission mentionnée à l'article L. 146-9 ».

Article 53

Le chapitre Ier du titre Ier du livre II du code rural est complété par une section 4 ainsi rédigée :

« Section 4

« Les animaux éduqués accompagnant des personnes handicapées

« Art. L. 211-30. - Les chiens accompagnant les personnes handicapées, quel que soit le type de handicap, moteur, sensoriel ou mental, et dont les propriétaires justifient de l'éducation de l'animal sont dispensés du port de la muselière dans les transports, les lieux publics, les locaux ouverts au public ainsi que ceux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative. »

Article 54

L'article 88 de la loi n° 87-588 du 30 juillet 1987 portant diverses mesures d'ordre social est ainsi rédigé :

« Art. 88. - L'accès aux transports, aux lieux ouverts au public, ainsi qu'à ceux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative est autorisé aux chiens guides d'aveugle ou d'assistance accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles.

« La présence du chien guide d'aveugle ou d'assistance aux côtés de la personne handicapée ne doit pas entraîner de facturation supplémentaire dans l'accès aux services et prestations auxquels celle-ci peut prétendre. »

► TITRE V : ACCUEIL ET INFORMATION DES PERSONNES HANDICAPÉES, ÉVALUATION DE LEURS BESOINS ET RECONNAISSANCE DE LEURS DROITS

► Chapitre Ier : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

Article 55

I. - Après le chapitre IX du titre IV du livre Ier du code de l'action sociale et des familles, il est inséré un chapitre X intitulé : « Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ». Ce chapitre comprend notamment les articles 9 et 11, le II de l'article 12 et l'article 14 de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées qui deviennent, respectivement, les articles L. 14-10-2, L. 14-10-4, L. 14-10-6 et L. 14-10-8 du code de l'action sociale et des familles.

II. - Le deuxième alinéa de l'article L. 14-10-2 du même code est complété par les mots : « notamment régis par les conventions collectives applicables au personnel des organismes de sécurité sociale ».

III. - 1. Au début du premier alinéa de l'article L. 14-10-6 du même code, les mots : « A compter de l'année 2004 » sont supprimés, et les mots : « visé au premier alinéa du 3° du I » sont remplacés par les mots : « mentionné au II de l'article L. 14-10-5 ». A la fin de l'avant-dernier alinéa du même article, les mots : « du présent II » sont supprimés. Au dernier alinéa du même article, les mots : « 3° du I » sont remplacés par les mots : « II de l'article L. 14-10-5 », et les mots : « 6° dudit I » sont remplacés par les mots : « VI du même article » ;

2. Au I de l'article L. 14-10-8 du même code, les mots : « aux sections mentionnées aux articles 12 et 13 » sont remplacés par les mots : « aux sections et sous-sections mentionnées à l'article L. 14-10-5 ». A la fin du II du même article, les mots : « visées au 3° du I de l'article 12 et au 3° de l'article 13 » sont remplacés par les mots : « mentionnées aux II et III de l'article L. 14-10-5 ».

IV. - Au onzième alinéa (10°) de l'article L. 3332-2 du code général des collectivités territoriales, les mots : « instituée par la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées » sont remplacés par les mots : « mentionnée à l'article L. 14-10-1 du code de l'action sociale et des familles ».

V. - Les articles 8, 10 et 13 de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 précitée sont abrogés. Pour l'article 13, cette abrogation prend effet à compter du 1er janvier 2006.

Article 56

france.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000809647&dateTexte=&categorie...

25/

Table des matières

Introduction	6
1. Contexte de l'étude	8
1.1. Présentation de la commune de Lillebonne et du complexe scolaire Albert Glatigny	8
Historique de Lillebonne	8
Quelques données démographiques	9
Présentation du terrain d'étude : le complexe scolaire Albert Glatigny	11
1.2. Esprit de la loi sur l'accessibilité du 11 février 2005	14
Qu'est ce qu'une situation de handicap?	14
Objectifs, moyens et actions de la loi	16
Une loi justifiée selon les professionnels	18
1.3. Cas du complexe scolaire Albert Glatigny	20
Obligation normative	20
Les Auxiliaires de Vie Scolaire	21
2. Etude de cas : diagnostic du complexe scolaire Albert Glatigny	22
2.1. Accès au complexe scolaire	22
2.2. Le parking	24
Approche sensible (en voiture jusqu'à la place réservée aux Personnes à Mobilité Réduite puis à pied)	28
Approche réglementaire	29
Rencontre avec les utilisateurs	30
2.3. L'école maternelle	31
Rencontre avec les utilisateurs	33
Cheminements extérieurs (accès à l'école)	34
Cheminements extérieurs (accès à la cour de récréation)	36
Ascenseurs	37
Portes, portiques et sas	38
Sanitaires aile droite	39
Sanitaires aile gauche	39
Bilan du diagnostic	40
2.4. L'école primaire	41
Rencontre avec les utilisateurs	42
Cheminement extérieur (entrée)	44
Cheminement extérieur entre les deux écoles	46
Cheminement extérieur par la salle de musique	47
Cheminement extérieur, accès entre le réfectoire de l'école maternelle et celui de l'école primaire	47
Escaliers	48
Ascenseur	49

Portes, portiques et sas	49
Sanitaires cour de récréation	49
Sanitaires 1 ^{er} étage	50
Bilan du diagnostic	50
3. Etude de cas : préconisations concernant le complexe scolaire Albert Glatigny	52
3.1. Accès au complexe scolaire	53
Propositions d'aménagement pour les accès au complexe scolaire	53
3.2. Le parking	55
Propositions d'aménagement du parking	55
3.3. L'école maternelle	57
Propositions d'aménagement de l'entrée principale et de l'entrée de substitution	57
Propositions d'aménagement pour l'accès à la cour de récréation	60
Propositions d'aménagement concernant les sanitaires	62
3.4. L'école primaire	64
Propositions d'aménagement concernant l'entrée	64
Propositions d'aménagement concernant le cheminement entre les deux écoles	66
Propositions d'aménagement concernant les accès à la cour de récréation	68
Propositions d'aménagement concernant les sanitaires	70
Propositions d'aménagement concernant l'accès au premier étage	72
Conclusion	74

Table des illustrations

Figure 1 : Position de Lillebonne entre le Havre et Rouen (Source : http://www.vacances-location.net/locations-vacances/location-gite-lillebonne,106819)	7
Figure 2 : Position de la Seine-Maritime (Source : http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/9/9f/Seine-Maritime-Position.svg/300px-Seine-Maritime-Position.svg.png)	8
Figure 3 : Photographie de la tour du château de Lillebonne (Source : http://www.cartesfrance.fr)	9
Figure 4 : Evolution démographique de Lillebonne (Source : INSEE)	9
Figure 5 : Naissance et décès sur la commune de Lillebonne (Source : INSEE)	10
Figure 6 : Evolution par tranche d'âge (Source : INSEE)	10
Figure 7 : Position du groupe scolaire dans la commune (Source : google map)	11
Figure 8 : Organisation du complexe scolaire (Source : google map, Modifié : A.Follain)	12
Figure 9 : Zonage du PLU (Source : PLU de Lillebonne)	13
Figure 10 : Présentation d'une situation handicapante (Source : http://www.doubs.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/diaporama_formation_28042008_cle59fdb1.pdf)	15
Figure 11 : Schéma de la chaine de déplacement (Source : http://www.doubs.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/diaporama_formation_28042008_cle59fdb1.pdf)	17
Figure 12 : Vue du carrefour Ouest (Source : A.Follain)	22
Figure 13 : Vue du carrefour Est (Source : A.Follain)	23
Figure 14 : Déplacement vers le complexe scolaire A.Glatigny (Source : A.Follain)	24
Figure 15 : Plan du parking du groupe scolaire (Source : A.Follain)	25
Figure 16: Insertion du parking dans son environnement (Source : Ville de Lillebonne, modifié : A.Follain)	26
Figure 17 : Photographie de l'entrée du parking (Source : A.Follain)	27
Figure 18 : Vue de l'arrivée dans le parking (Source : A.Follain)	28
Figure 19 : Arrivée sur la place réservée (Source : A.Follain)	28
Figure 20 : Vue de la place réservée (Source : A.Follain)	30
Figure 21 : Vue de l'état du parking (Source : A.Follain)	31

Figure 22 : Image du complexe scolaire (Source : google earth, Modifié : A.Follain).....	31
Figure 23: Tableau des effectifs de l'école maternelle (Source : Ville de Lillebonne)	32
Figure 24 : Entrée de substitution de l'école maternelle (Source : A.Follain).....	33
Figure 25 : Photographie de l'entrée de l'école maternelle (Source : A.Follain).....	34
Figure 26 : Mesures de substitution (Source : A.Follain)	35
Figure 27 : Accès principal à la cour de récréation (Source : A.Follain).....	36
Figure 28 : Vue d'un couloir (Source : A.Follain)	38
Figure 29 : Vue de l'orthèse pour vérification des portes (Source : A.Follain).....	38
Figure 30 : Vue des sanitaires (Source : A.Follain)	39
Figure 31 : Vue des sanitaires 2 (Source : A.Follain)	39
Figure 32 : WC unisexe pour personnes handicapées (Source : A.Follain).....	40
Figure 33 : Bilan du diagnostic dans le cas de l'école maternelle (Source : A.Follain).....	41
Figure 34 : Ecole primaire (Source : Google earth, Modifié : A .Follain)	41
Figure 35 : effectif école primaire (Source : Ville de Lillebonne) .	42
Figure 36 : Vue d'un des deux escaliers de l'école primaire (Source : A.Follain)	43
Figure 37 : Fauteuil roulant classique (Source : http://www.location-fauteuil-roulant.fr/fauteuils/fauteuil%20roulant%20Eclips%20X4.jpg).....	43
Figure 39 : Entrée de l'école primaire (Source : A.Follain).....	44
Figure 38 : Fauteuil roulant électrique (Source : http://www.hacavie.com/wp-content/uploads/2010/01/fauteuil_roulant_hychain_832499.jpg)	44
Figure 40 : Accès par la pente de l'école primaire (Source : A.Follain).....	45
Figure 41 : Entrée de l'école primaire, marche unique et main courante (Source : A.Follain)	45
Figure 42 : Accès entre l'école maternelle et primaire (Source : A.Follain).....	46
Figure 43 : Accès par la salle de musique à la cour de récréation (Source : A.Follain)	47
Figure 44 : Accès entre les deux réfectoires (Source : A.Follain)	47
Figure 45 : Escalier du hall de l'école (Source : A.Follain)	48

Figure 46 : Vue du couloir du 1er étage (Source : A.Follain)	49
Figure 47 : Sanitaire cour de récréation (Source : A.Follain)	50
Figure 48 : Sanitaires 1er étage (Source : A.Follain).....	50
Figure 49 : Bilan du diagnostic dans le cas de l'école primaire (Source : A.Follain)	51
Figure 50 : Rappel de la position des carrefours dangereux (Source : A.Follain)	53
Figure 51 : Passage piéton accessible aux Personnes à Mobilité Réduite (Source : Concevoir des espaces accessibles à tous).....	54
Figure 52 : Image d'un bateau sur un trottoir (Source : http://www.saintbrice95.fr/media/media877325.jpg).....	55
Figure 53 : Image d'un cheminement tactile (Source : http://www.ceciasa.com/img_pages/Images_Accacias/bandes_de_guidage/bande_guidage_inox2.jpg)	56
Figure 54 : Image d'un panneau de direction (Source : http://t1.ftcdn.net/jpg/00/24/39/28/400_F_24392844_nVPCZgdWQrImgOLIIZD5UTzXgyxUCohq.jpg , modifié : A.Follain)	56
Figure 55 : Bilan du diagnostic (Source : A.Follain)	57
Figure 56 : Image d'un contraste visuel et tactile en partie haute d'un escalier (Source : http://www.cfpsaa.fr/local/cache-vignettes/L500xH375/rv-f4-escalier-manque-contraste-0ad3f.png)	58
Figure 57 : Entrée principale de l'école maternelle (Source : A.Follain).....	58
Figure 58 : Entrée de substitution de l'école maternelle (Source : A.Follain).....	59
Figure 59 : Rappel de la position de l'accès traité (Source : A.Follain).....	60
Figure 60 : Photographie de l'accès traité (Source : A.Follain)....	61
Figure 61 : Rappel de la position des deux sanitaires (Source : A.Follain).....	62
Figure 62 : Vue des deux sanitaires (Source : A.Follain)	62
Figure 63 : Schéma d'un sanitaire adapté (Source : http://www.aménagement-pour-handicape.com/image_221.gif)	63
Figure 64 : Rappel de la position de l'entrée étudiée (Source : A.Follain).....	64
Figure 65 : Entrée de l'école primaire (Source : A.Follain).....	65
Figure 66 : Rappel de la position du point traité (Source : A.Follain).....	66
Figure 67 : Cheminement entre les deux écoles (Source : A.Follain).....	67
Figure 68 : Rappel de la position des accès traités (Source : A.Follain).....	68

Figure 69 : Photographie de la rampe d'accès par la salle de musique (Source : A.Follain).....	69
Figure 70 : Photographie des rampes d'accès au réfectoire (Source : A.Follain)	69
Figure 71 : Rappel de la position des sanitaires (Source : A.Follain)	70
Figure 72 : Photographie du sanitaire du rez-de-chaussée (Source : A.Follain)	71
Figure 73 : Schéma d'un sanitaire adapté (Source : http://www.aménagement-pour-handicape.com/image_221.gif)	71
Figure 74 : Rappel de la position des accès traités (Source : A.Follain).....	72
Figure 75 : Photographie d'un des escaliers (Source : A.Follain). 73	

FOLLAIN Arthur

Stage de découverte

DA3- 2012

Titre : Accessibilité aux personnes à mobilité réduite dans le complexe scolaire Albert Glatigny

Résumé :

L'accessibilité aux personnes à mobilité réduite est une obligation législative depuis le 11 février 2005. Un certain nombre d'aménagement doit permettre de maximiser l'accessibilité de l'espace public et du cadre bâti dans toute sa diversité.

Dans ce projet individuel, nous aborderons les différentes notions qui découlent de cette loi (qu'est ce qu'une situation de handicap, qui est en situation de handicap, la chaîne de déplacement ...) avant de nous attacher au ressenti des utilisateurs de notre cas : le complexe scolaire Albert Glatigny à Lillebonne (76170). Nous en profiterons pour rencontrer différents acteurs et comprendre la diversité des points de vue (enseignant, Auxiliaire de Vie Scolaire, étudiant en ergothérapie, parents d'élèves ...)

La loi impose de respecter des normes pour permettre l'accessibilité du lieu au plus grand nombre. Le diagnostic du complexe scolaire sera réalisé puis des aménagements seront proposés à la fois par rapport à la norme mais également par rapport aux ressentis des utilisateurs.

Accessibilité, personne à mobilité réduite, Lillebonne, Seine-Maritime,
76